

### MIKE RIBEIRO : « JE SUIS ASSEZ GRAND POUR COMPRENDRE »

TOUT SUR LE 2<sup>e</sup> MATCH PAGES 1 À 4



## À VOS AFFAIRES

### FAUT-IL LOUER OU ACHETER UN CHALET?

PAGE 1

## ARTS ET SPECTACLES

### L'ESPRIT D'ÉQUIPE DE CLAUDE LEGAULT

PAGE 1



## 42 % des ouvrages devront être réparés ou refaits d'ici cinq ans

# LES PONTS ET VIADUCS TOMBENT EN RUINE

BRUNO BISSON

Les ponts et viaducs du Québec vieillissent et se dégradent au point d'être devenus une des priorités d'entretien du ministère des Transports du Québec (MTQ), qui estime qu'au moins 42 % des ouvrages d'art de son réseau devront être réparés ou refaits au cours des cinq prochaines années.

Dans son budget annuel des investissements routiers, rendu public mardi dernier, le MTQ a confirmé, sans en souffler mot, ses préoccupations à l'égard des structures du réseau routier: malgré le plafonnement général des dépenses, il augmente la part de budget qui y était consacrée et favorise de nombreux projets de réfection ou même de remplacement de ponts dans l'ensemble de la province.

Pour la sixième année consécutive, malgré les fortes fluctuations des budgets annuels des routes depuis la fin des années 90, les sommes consacrées à la « conservation des structures » augmenteront encore en 2004 à près de 200 millions. Cela représente plus de 20 % des dépenses provinciales de 930 millions pour le réseau routier. C'est un bond considérable si l'on songe qu'elles ne représentaient qu'entre 8 et 10 % des budgets il y a cinq ans à peine.

Selon les données officielles du MTQ, 42 % des 4400 « ouvrages d'art » dispersés dans le réseau routier du Québec auront besoin de travaux de correction d'ici cinq ans. En clair, cela signifie que, de tous les ponts, viaducs, tunnels et bretelles surélevées du Québec, deux sur cinq, en moyenne, doivent être rafraîchis.

» Voir **PONTS** en A2

## La méthode Woodward



RICHARD HÉTU  
NEW YORK

Le tombeur de Richard Nixon est-il devenu le sténographe de George W. Bush? La question se posait d'emblée après la publication, en 2002, de *Bush at War*, un best-seller où le plus célèbre journaliste du monde décrivait l'action héroïque du 43<sup>e</sup> président, des attentats terroristes du 11 septembre 2001 à la guerre en Afghanistan.

Bob Woodward revient aujourd'hui à la charge avec *Plan of Attack*, une brique de 467 pages sur les préparatifs de la guerre contre l'Irak. A-t-il réussi à regagner sa crédibilité journalistique, fondée sur sa participation à l'enquête sur l'affaire du Watergate qui avait conduit à la démission du 37<sup>e</sup> président en 1974? La réponse n'est vraiment pas évidente.

Comme tous les livres de Woodward, *Plan d'attaque* fait boum à sa sortie. Les médias s'arrachent l'auteur, dont les révélations font les manchettes de par le monde. Vendredi soir, pour la deuxième fois de la semaine, Larry King a reçu l'auteur, dont l'ouvrage est déjà un succès de librairie.

Woodward mérite toute l'attention qu'on lui accorde. Il a accompli un tour de force en obtenant la collaboration de tous ceux qui ont participé au plan de guerre contre l'Irak. Il a interviewé plus de 75 personnes, consulté leurs notes, lu nombre de documents *Top Secret*.

» Voir **RICHARD HÉTU** en A2



Le dalaï-lama salue l'assistance qui l'applaudit à la suite de la conférence qu'il a prononcée hier à Ottawa. Le leader tibétain en exil passera 19 jours au Canada.

## Le dalaï-lama cite le Canada en exemple

SANDRA CORDON  
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – En tenant dans le calme des référendums sur son avenir, le Canada a donné au monde entier un exemple de réussite de dissidence politique, affirme le dalaï-lama.

Les deux consultations qui se sont déroulées au Québec ayant eu lieu sans violence ont fait la preuve qu'une démocratie mature pouvait faire face au changement, a estimé hier le dirigeant spirituel du Tibet en exil au cours d'une entrevue accordée à la Presse Canadienne.

Il est nécessaire, selon lui, de faire preuve d'autant de patience ailleurs dans le monde, y compris au Tibet,

pour lequel le dalaï-lama espère depuis longtemps obtenir de la Chine l'autonomie culturelle et religieuse.

« Le Canada a réellement démontré de la maturité démocratique lorsque a eu lieu un référendum sur le Québec et par la façon dont la crise a été gérée », a déclaré le moine bouddhiste, âgé de 68 ans,

par l'entremise d'un interprète. « Il n'y a eu ni coups de feu ni arrestations », a-t-il ajouté, cette fois en anglais.

« Donnez simplement aux gens le libre choix — je crois que c'est quelque chose de merveilleux. Et c'est un signe de patience. »

» Voir **DALAÏ-LAMA** en A2



Jenson Button  
en position de tête

## C'EST LE DÉLIRE CHEZ BAR

Cahier Sports, page 1

## Journée sanglante en Irak

# Une série d'attaques déjouées contre des terminaux pétroliers

AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD – Trente-neuf Irakiens ont été tués hier au cours d'une journée sanglante en Irak, où la coalition a annoncé depuis vendredi la mort de huit militaires américains, dont deux dans des attentats déjoués hier contre des terminaux pétroliers.

Deux marins américains travaillant pour la coalition occupant l'Irak ont été tués et quatre autres marins blessés au cours d'une série d'attaques contre des terminaux pétroliers du sud de l'Irak, selon la Marine américaine.

« Vers 17 h, des marins (...) ont vu un *dhow* (embarcation traditionnelle du Golfe) qui approchait du terminal pétrolier de Khor Al-Amaya, dans le nord du Golfe », indique un communiqué diffusé à Manama, ba-

se de la 5<sup>e</sup> Flotte.

« Alors que l'équipage, composé de huit membres, approchait du *dhow* dans un bateau pneumatique, le *dhow* a explosé, faisant se retourner l'embarcation (de la coalition) et jetant son équipage à la mer, faisant deux morts et quatre blessés », selon le communiqué.

» Voir **ATTAQUES** en A2

Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**  
Le comportement du premier ministre d'Israël est tellement excessif qu'on le surnomme Sharon Stone!

## SOMMAIRE

À tire-d'aile	ACTUEL 8
Avis	B 3
À votre tour	A 11
Bandes dessinées	ACTUEL 7
Décès	AFFAIRES 14
Feuilleton	ACTUEL 7
Forum	A 9, 10
Génies en herbe	ARTS 6
Grille thématique	ARTS 6
Horaire télévision	ARTS 4
Loteries	PLUS 7
La presse d'ailleurs	PLUS 7
Les lettres	A 5
Mots croisés	ACTUEL 7
Observateur	AFFAIRES 11
Petites annonces	AFFAIRES 11
Sciences	PLUS 8
Supergrille	ACTUEL 6

## Météo

Averses, maximum 10, minimum 7, plus de détails en page SPORTS 11

**IMPRESSION PHOTO NUMÉRIQUE**

1 HEURE sur place par nos techniciens

**L.L. Lozeau**

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE

(514) 274-6577 | 6224, St-Hubert | www.lozeau.com | Montréal, Québec

# SUITES DE LA UNE

## DEMAIN DANS LA PRESSE



Elle, lui et une Mazda6 Berline ou voiture sport, la Mazda6? Tout dépend de celui ou celle qui la conduit. Notre couple d'essayeurs du mois, Valérie Martin et Piero Genduzo, de Montréal, a un avis partagé sur la question. Aussi, un banc d'essai de la Smart Fortwo, la petite puce qui fait autant tourner les têtes qu'une Ferrari. **A lire demain dans le cahier L'Auto.**

## AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Suivez en direct le match entre le Canadien et le Lightning de Tampa Bay à 19 h: [cyberpresse.ca/hockey](http://cyberpresse.ca/hockey)

> Suivez en direct le Grand Prix de San Marino à 8 h: [cyberpresse.ca/course](http://cyberpresse.ca/course)

> Consultez notre dossier spécial Rénovation et Jardinage: [cyberpresse.ca/renojardin](http://cyberpresse.ca/renojardin)

### POUR JOINDRE LA PRESSE

La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

ABONNEMENT	(514) 285-6911
<a href="http://cyberpresse.ca/abonnement">cyberpresse.ca/abonnement</a>	1 800 361-7453
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363
<a href="mailto:petitesannonces@lapresse.ca">petitesannonces@lapresse.ca</a>	1 866 987-8363
DÉCÈS	(514) 285-6816
<a href="mailto:deces@lapresse.ca">deces@lapresse.ca</a>	
CARRIÈRES	(514) 285-7320
<a href="mailto:carrieres@lapresse.ca">carrieres@lapresse.ca</a>	
RÉDACTION	(514) 285-7070

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0517-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

# Les ponts et viaducs tombent en ruine

## PONTS

suite de la page A1

Cette préoccupation discrète du MTQ sur l'état des structures surélevées se voit aussi dans le choix de certains projets qui ont obtenu le feu vert de Québec: 14 millions pour la réfection du pont Laviolette, à Trois-Rivières, une somme identique consacrée aux systèmes mécaniques et à des injections de béton dans le tunnel Louis-Hippolyte-LaFontaine; 30 millions pour la reconstruction des ponts jumeaux de Lévis, au-dessus de la rivière Chaudière; 14 millions pour démolir et reconstruire un échangeur et deux ponts d'étagement de l'autoroute

Félix-Leclerc, qui enjambe l'autoroute Duplessis (A-540), à Québec; et 10 millions (trois fois plus qu'en 2003) pour l'échangeur Turcot, dont l'enveloppe de béton s'émiette au-dessus d'autres infrastructures de transport et d'un secteur habité du sud-ouest de Montréal.

Ce phénomène de vieillissement des ponts et viaduc n'est pas propre au Québec. Il est commun à presque tout l'est des États-Unis et à la majorité des villes canadiennes, parce qu'une grande partie de ces infrastructures ont vu le jour dans une même période de frénésie immobilière, démographique et économique d'une durée de presque 20 ans, de la fin de

la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 60.

Les milliers de kilomètres d'autoroutes construits pour favoriser les déplacements accélérés des marchandises et des centaines de ponts jetés sur des rivières pour desservir les villes-dortoirs qui poussaient à la périphérie des métropoles atteignent aujourd'hui l'âge vénérable de 40 ou 50 ans.

En 1992, l'administration fédérale des routes des États-Unis a ainsi constaté que le tiers des quelque 600 000 ponts fédéraux du pays nécessitaient des travaux dans des délais raisonnables, parce qu'ils ne suffisaient plus à la circulation, que leurs structures montraient des signes d'affaiblissement

ou qu'ils représentaient un risque réel pour les usagers. Dans les 10 années suivantes, les budgets consacrés à ces structures ont plus que doublé, passant de 15 milliards durant la décennie précédente à plus de 35 milliards entre 1992 et 2002.

Selon une mise à jour publiée en octobre dernier par le bureau de Washington de l'Associated Press, ces investissements colossaux auraient permis de réduire de 18 % le nombre de ponts qui doivent subir des travaux. Selon l'AP, un pont sur quatre resterait quand même, aujourd'hui, à réparer.

L'importance du déficit d'entretien des ponts et viaducs de la province et la priorité absolue ac-

cordée par le ministère des Transports à la sécurité de son réseau laissent entrevoir que des budgets de plus en plus substantiels devront être consacrés aux ouvrages d'art du Québec. Comme l'enveloppe budgétaire n'est pas élastique, les crédits à l'expansion du réseau risquent d'en souffrir.

Seulement à Montréal, la réfection de l'échangeur Turcot et l'optimisation de l'autoroute Métropolitaine, deux des plus importantes infrastructures routières de la métropole, qui ont en commun d'être surélevées et d'avoir plus de 40 ans, coûteront à elles seules, pour les 10 années à venir, environ 2 milliards de dollars.

# Une série d'attaques déjouées contre des terminaux pétroliers



PHOTO AP

Un Irakien exhibe des engins explosifs laissés par l'échauffourée ayant opposé les troupes américaines aux milices d'Al-Mahdi, qui soutiennent le chef religieux chiite Muqtada Al-Sadr, dans la nuit de vendredi à hier en banlieue de Bagdad.

## ATTAKUES

suite de la page A2

Deux autres embarcations se dirigeant vers le terminal de Bassora ont explosé avant d'être interceptées, sans faire ni victimes ni dégâts, selon ce texte.

Selon des sources portuaires dans le sud de l'Irak, trois embarcations conduites par des kamikazes ont été interceptées in extremis alors qu'elles fonçaient sur deux terminaux pétroliers du sud de l'Irak.

Selon le responsable du terminal de Bassora, Hamed al-Assadi, « les trois embarcations étaient conduites par des kamikazes. » L'une des attaques a provoqué une coupure de courant dans le terminal et l'interruption des chargements, a-t-il dit.

Le chef des équipes techniques Abdel Amir Halim a indiqué à l'AFP que les équipes de protection avaient ouvert le feu sur les deux embarcations qui s'approchaient, ajoutant que les cabines des techniciens et des ouvriers employés sur la plate-forme avaient été endom-

magées par le souffle de l'explosion.

Concernant le terminal de Khor al-Amaya, M. Halim a indiqué que l'attaque avait été menée par une seule embarcation qui a été interceptée à temps par les équipes de protection.

D'autre part, quatre soldats américains ont été tués dans une attaque à la roquette hier à l'aube contre une base près de Taji, à 10 km au nord de Bagdad. Sept autres ont été blessés, selon l'armée américaine.

La coalition a en outre annoncé la mort jeudi et vendredi de deux soldats américains à l'ouest et au nord de Bagdad. Le chef de la police irakienne à Kout a, lui, annoncé que deux autres soldats américains ont été tués et un blessé hier dans une attaque près de cette ville située à 175 km au sud de Bagdad.

D'autre part, 14 civils ont péri et 11 ont été blessés dans l'explosion d'un bus qui a heurté une bombe près d'Iskandariyah, à 50 km au Bagdad.

Quatre explosions ont également frappé Sadr City, banlieue chiite de

Bagdad, tuant 14 Irakiens et faisant 36 blessés, selon des informations hospitalières. Un porte-parole militaire a nié toute implication des forces américaines.

À Tikrit, ancien fief de Saddam Hussein, à 180 km au nord de Bagdad, quatre policiers irakiens ont été tués et 16 autres personnes, dont 12 policiers, ont été blessées dans l'explosion d'une voiture piégée près d'un camp militaire américain.

Dans un accrochage à Kerbala (centre) dans la nuit de vendredi à hier, cinq Irakiens ont été tués par des soldats polonais, d'après un porte-parole de la brigade commandée par la Pologne.

Un civil irakien a été brûlé vif dans son véhicule après avoir été pris sous des tirs près d'une base de la coalition située entre Najaf et Koufa (centre), selon des sources hospitalières.

Enfin, un enfant de 2 ans a été tué et six personnes ont été blessées par des obus de mortier à Falloujah (50 km à l'ouest de Bagdad), selon des témoins.

# La méthode Woodward

## RICHARD HÉTU

suite de la page A1

Jamais un journaliste n'aura eu un meilleur accès au pouvoir.

Plan d'attaque sera le 10<sup>e</sup> livre de Woodward à trôner au sommet de la liste des best-sellers. Son premier, écrit en collaboration avec l'autre héros du Watergate, Carl Bernstein, s'intitulait *All the President's Men*. Publié en 1976, il avait été porté au grand écran, avec Robert Redford et Dustin Hoffman dans le rôle des journalistes-enquêteurs.

La célébrité et la fortune ont eu raison de Bernstein, dont la carrière a été ruinée par l'alcool, la drogue et les mondanités new-yorkaises. Mais Woodward est resté au *Washington Post* et il a continué à pondre des best-sellers. Sa discipline et sa ténacité sont légendaires. Après ses deux

livres sur le Watergate, le bureau de travail a écrit des ouvrages sur les coulisses de la Cour suprême, de la CIA, des administrations Bush I et Clinton, ainsi que sur la Réserve fédérale d'Alan Greenspan.

Comment réussit-il à faire parler les gens du pouvoir? À Washington, a déjà raconté David Gergen, conseiller de plusieurs présidents, un appel de Woodward fait peur. Le journaliste a des sources fiables partout au gouvernement. S'il se met en tête d'écrire sur un sujet, mieux vaut collaborer avec lui, ne serait-ce que pour tenter de tourner l'histoire à son avantage.

Al Gore et George Stephanopoulos ont compris le jeu, qui tenaient les beaux rôles dans *The Agenda*, le livre de Woodward sur les débuts chaotiques de l'administration Clinton. Mais aucune

source ne s'est mieux servie de Woodward que Colin Powell, qui paraît très bien dans *The Commanders*, un livre sur la guerre du Golfe, et aussi dans *Bush at War*, où il est la voix de la raison.

La méthode de Woodward a sa part de critiques, qui ne font pas toujours dans la dentelle. Dans le très sérieux *New York Review of Books*, l'écrivaine Joan Didion a déjà qualifié le journaliste de « pornographe politique ». Aux yeux de Didion, Woodward n'a aucun sens critique, il ne fait que régurgiter ce que ses sources veulent bien lui dire.

Sur un ton plus modéré, d'autres critiques reprochent à Woodward de recréer des scènes dont il n'a pas été témoin, d'inventer des dialogues, bref, de prendre des libertés journalistiques. Mais les sources du journaliste se plaignent très rarement. Entre les

deux, il y a une relation symbiotique, voire incestueuse.

Dans *Plan d'attaque*, la source numéro 1 de Woodward, c'est le président lui-même, qui lui a confié un nombre étonnant de secrets au cours de trois heures d'entrevue, et qui a demandé aux membres de son administration de collaborer avec l'enquêteur. Il faut dire que Bush avait beaucoup aimé *Bush at War*, qui cimentait son image de leader.

*Plan d'attaque* contient plusieurs révélations considérées comme embarrassantes pour l'administration Bush. Le livre révèle que le président a commandé un plan militaire contre l'Irak dès novembre 2001. Il trace du vice-président, Dick Cheney, le portrait d'un homme obsédé par Saddam Hussein et saisi d'une « fièvre » guerrière. Il confirme la nullité du directeur de la CIA, George Tenet, qui s'est compromis à un moment-clé ses propres analystes à propos de l'arsenal du dictateur irakien (« c'est du béton », dit-il

au président en parlant des preuves des États-Unis sur les armes de destruction massive en Irak). Il raconte que l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite à Washington, le prince Bandar ben Sultan, a appris avant Colin Powell la décision du président Bush d'aller en guerre. Il confirme que l'administration Bush n'a rien fait, ou presque, pour préparer l'après-Saddam. Et il présente le président comme un homme qui ne connaît pas le doute et qui souhaite être le « messager » de Dieu. Sa mission sur terre: libérer les peuples opprimés.

« Je pense que ça fera trembler plusieurs personnes », a déclaré Woodward à l'émission *60 Minutes*, en faisant allusion à l'ambition du président.

Et pourtant, *Plan d'attaque* est au nombre des lectures recommandées sur le site électoral de l'équipe Bush-Cheney. La Maison-Blanche fait le pari que les Américains s'identifieront à l'ambition du président. Si elle gagne, elle pourra remercier Woodward.

# Le dalai-lama cite le Canada en exemple

## DALAI-LAMA

suite de la page A1

Néanmoins, plusieurs des disciples du dalai-lama deviennent de plus en plus impatients, eux qui réclament l'autonomie à la Chine, qui a envoyé des troupes au Tibet en 1951.

Le dalai-lama a lui-même pris la fuite, en 1959, et vit depuis en exil, parcourant le monde afin de promouvoir le changement sans violence, mais aussi une plus grande attention du monde à la

question des droits de la personne et à la tolérance religieuse.

Le dirigeant spirituel, qui en est presque à la moitié de son voyage de 19 jours au Canada, a attiré plus de 10 000 personnes hier au Centre civique d'Ottawa. La chanteuse Alanis Morissette a interprété trois chansons avant de présenter le dalai-lama comme un homme « de vision, de chaleur, d'humour et de grâce ».

Les propos du chef spirituel, d'ordre beaucoup plus spirituel que politique et prononcés sur un

ton souvent humoristique, ont été chaudement accueillis par les gens de toutes croyances qui étaient venus l'entendre.

Arrivé samedi dernier au Canada, qu'il visite pour la quatrième fois, le dalai-lama avait discuté vendredi de la situation des droits de l'homme au Tibet avec le premier ministre Paul Martin.

C'était la première fois que le Prix Nobel de la paix 1989 rencontrait un chef du gouvernement canadien. Pékin avait ouvertement fait pression sur Ottawa

pour que M. Martin renonce à cette rencontre avec cet homme, qu'elle considère comme un dangereux séparatiste.

Après Ottawa, le dalai-lama s'est envolé pour Toronto, où il a été accueilli à l'aéroport par le maire de la Ville reine, David Miller.

Dans la capitale de l'Ontario, le dirigeant religieux doit participer à plusieurs événements organisés par les quelque 3500 membres de la communauté tibétaine jusqu'à son départ du Canada, le 5 mai.

## Défusions

Pécision

Une erreur s'est glissée dans un tableau portant sur la bataille des défusions paru en page A19 de notre numéro d'hier.

Au sujet de l'Île de Dorval, il aurait fallu lire: Électeurs inscrits: 48, signatures nécessaires: 16.

## À nos lecteurs

En raison d'ennuis techniques, la rubrique quotidienne Astrologie du jour ne paraît pas aujourd'hui. Nos excuses.

# ACTUALITÉS

## DÉCHARGE DE SAINTE-SOPHIE

# Réglons les problèmes avant d'agrandir, dit le BAPE

RAYMOND GERVAIS

La compagnie Intersan, avant d'obtenir l'autorisation d'agrandir le site d'enfouissement sanitaire de Sainte-Sophie, dans les Basses-Laurentides, devra d'abord démontrer sa capacité de régler les problèmes actuels, notamment la contamination de l'eau souterraine.

C'est la conclusion à laquelle arrive le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), chargé par le ministre de l'Environnement d'étudier le projet soumis par la compagnie.

De plus, si l'agrandissement devait être permis, le tonnage autorisé devrait être basé sur l'atteinte, dès 2008, des objectifs de valorisation de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008 et ne devrait pas excéder 1 million de tonnes de matières résiduelles par année.

De plus, le BAPE reconnaît que le projet proposé par Intersan est largement contesté et ne reçoit pas l'assentiment de la population vivant à proximité de la décharge de Sainte-Sophie. Les irritants majeurs sont notamment la contamination de l'eau souterraine par le lixiviat, les biogaz qui s'échappent du site d'enfouissement et le fait que plus

de 80 % des matières résiduelles enfouies à Sainte-Sophie proviendraient de l'extérieur de la région des Laurentides, soit du Montréal métropolitain.

### Atténuer les impacts

Le BAPE propose une série de mesures d'atténuation des impacts cumulatifs qui visent notamment la qualité de l'eau potable, la qualité des eaux de surface, la qualité de l'air, le bruit, les goélands, le paysage, le camionnage et les heures

**Intersan doit faire en sorte qu'une partie significative du biogaz généré par le lieu d'enfouissement sanitaire soit mis en valeur à des fins agricoles, tant à Sainte-Sophie qu'à Sainte-Anne-des-Plaines.**

d'activité du lieu d'enfouissement. Le BAPE estime que des plans d'action sont requis pour chacun de ces éléments.

Selon le Bureau, il faudrait que des actions prioritaires pour la

gestion des résidus domestiques dangereux soient entreprises rapidement par les municipalités, les industries, les commerces et les institutions qui utilisent la décharge de Sainte-Sophie, afin d'éviter que ces résidus y soient enfouis, comme le prévoit le droit de regard inscrit dans le projet de plan de gestion des matières résiduelles de la MRC de la Rivière-du-Nord.

Le BAPE conclut aussi que, au cas où les mesures d'atténuation ne seraient pas suffisantes pour corriger les inconvénients subis par la Ville de Sainte-Anne-des-Plaines, aussi voisine de la décharge, des compensations devront lui être versées à même un fonds qui lui serait exclusivement réservé, comme c'est le cas pour Sainte-Sophie. Mais, précise le BAPE, ces compensations ne peuvent remplacer les mesures d'atténuation. Intersan doit faire en sorte qu'une partie significative du biogaz généré par le lieu d'enfouissement sanitaire soit mis en valeur à des fins agricoles, tant à Sainte-Sophie qu'à Sainte-Anne-des-Plaines, bien qu'il importe avant tout de limiter l'enfouissement des matières putrescibles.

## SANTÉ

# Le cancer de la bouche: un tueur méconnu

RAYMOND GERVAIS

Même s'il figure parmi les cancers meurtriers et qu'il tue presque un Québécois par jour, le cancer de la bouche demeure méconnu par 61 % de la population.

Le tabac et l'alcool sont les principales causes de cette forme de cancer. La consommation excessive de ces deux substances est considérée comme un facteur de risque important. « Chacune peut favoriser l'apparition de cellules cancéreuses, mais les deux ensemble ont un effet multiplicateur. Un gros fumeur court 18 fois plus de risques d'avoir le cancer de la bouche qu'un non-fumeur. S'il consomme aussi beaucoup d'alcool, ce risque grimpe à 80 », a expliqué le Dr Robert Salois, président de l'Ordre des dentistes du Québec.

Hier, l'Ordre des dentistes du Québec tenait une campagne de dépistage du cancer de la bouche dans la clinique dentaire mobile de la Fondation de l'Ordre, installée à la place centrale du Carrefour Laval. Durant une bonne partie de la journée, des dentistes de la Société dentaire de Laval ont examiné les visiteurs.

Le Dr Salois a fait état des résultats d'un récent sondage réalisé entre le 24 et le 31 mars auprès de 1000 adultes québécois, qui démontre que la

grande majorité de la population ignore tout ou presque tout de ce cancer et de ses causes: 20 % des personnes interrogées ont été incapables de nommer une seule cause possible de cette maladie, tandis que 36 % ont nommé une cause inexacte. Le tabac a été mentionné par 63 % des personnes interrogées; 7 % ont cité une mauvaise alimentation; 6 % l'alcool et 36 % des causes autres.

M<sup>e</sup> Fernand Côté, un procureur de la Couronne qui a travaillé à la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) et en tant que commissaire à la déontologie policière, a été atteint par cette forme de cancer, diagnostiqué lors d'une visite chez son dentiste. M<sup>e</sup> Côté, aujourd'hui âgé de 71 ans, a dû subir deux interventions chirurgicales et 36 traitements. Il a dû se faire refaire l'intérieur de la bouche. Aujourd'hui, il a perdu le goût des aliments et craint toujours que le cancer réapparaisse.

Même s'il est possible de se faire soi-même un dépistage du cancer de la bouche à l'aide d'un miroir, le Dr Salois précise que le dentiste est la personne la mieux placée pour le faire. « On doit regarder l'intérieur de la bouche afin de déceler des bosses, des ulcères, des lésions blanches ou rouges dans la bouche, sur la langue, au palais ou sur les lèvres. »

Selon l'Institut national du cancer du Canada, il y aurait eu 730 nouveaux cas de cancer de la bouche au Québec en 2003, dont environ 300 décès.

Plus le cancer est découvert tôt, meilleures sont les chances de survie des patients. Cinq ans après un diagnostic de cancer de la bouche, huit personnes sur 10 survivent si la maladie a été détectée dès le début, comparativement à deux personnes sur 10 si elle a été découverte à un stade avancé.

L'Ordre des dentistes recommande de visiter un dentiste deux fois par année.

# Il faut injecter de l'argent dans le système... et pas dans 10 ans

EILIS QUINN  
PRESSE CANADIENNE

Les politiciens doivent cesser la « valse des dollars » et libérer des maintenant des fonds pour la santé, affirme le président de l'Association médicale canadienne (AMC), Sunil Patel.

« Avoir un programme de 10 ans est une chose, mais en même temps, nous devons boucher les trous dans le système », a déclaré le Dr Patel, hier, à Montréal.

Le président de l'AMC a dit ignorer si les promesses du premier ministre Paul Martin, qui s'est dit prêt à accorder davantage d'argent à des fins de santé, de même que le sommet des premiers ministres sur la santé, cet été, donneraient les résultats dont le système a besoin à court terme.

« Les médecins applaudissent ce geste, mais cela doit être davantage qu'un geste politique sans signification, a affirmé M. Patel lors d'une allocution prononcée en présence de membres de l'Association médicale du Québec. Nous avons déjà entendu cela auparavant. »

Les politiciens doivent agir sans plus tarder afin de moderniser les hôpitaux et de mettre à jour le matériel médical, de former davantage d'infirmières et de médecins, en plus de mettre sur pied un système normalisé permettant de se tenir au courant des temps d'attente.

« Nous devons nous éloigner de cette valse des dollars. Les dollars sont là, il s'agit seulement de les distribuer », a affirmé le Dr Patel.

### Pourquoi pas maintenant ?

« Les premiers ministres ont indiqué qu'ils se rencontreraient cet été. Pourquoi pas maintenant ? Il faut agir maintenant, pas cet été, pas cet automne. Il nous faut reconstruire notre système de soins de santé », a-t-il ajouté.

M. Patel a regretté que les politiciens tardent à agir dans le domaine de la santé, alors que des patients perdent leur temps sur des listes d'attente et dans les salles d'urgence à travers le pays.

« Ils (les politiciens) auraient besoin de passer 24 heures dans un service d'urgence et de voir d'eux-mêmes », a-t-il affirmé.

Une visite à l'Hôpital général de Montréal, vendredi, a permis de constater la nécessité d'une action urgente, a indiqué le médecin.

« Il y avait plus de 20 patients qui faisaient la queue dans les couloirs, sur des civières, sans pouvoir appeler à l'aide », a-t-il constaté.

« Est-ce le système que nous voulons pour nos patients ? Je ne crois pas. »



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Quelques centaines de personnes ont répondu à l'invitation de l'organisme Solidarité sans frontières hier, descendant dans la rue pour crier haut et fort leur insatisfaction face à l'attitude du gouvernement d'Ottawa envers les demandeurs d'asile.

# Trop d'expulsions injustifiées

Des centaines de Montréalais manifestent leur appui envers les demandeurs d'asile

NATHAËLLE MORISSETTE

Plusieurs réfugiés et immigrants dénoncent l'attitude d'Ottawa envers les demandeurs d'asile et estiment que bon nombre d'expulsions sont injustifiées. Afin de crier haut et fort leur mécontentement, ils sont descendus par centaines dans les rues de Montréal hier, dans le cadre d'une manifestation organisée par l'organisme Solidarité sans frontières.

« Notre campagne aujourd'hui endosse les revendications suivantes: la régularisation de tous

les sans-statut qui sont au Canada, l'arrêt des déportations, l'arrêt des détentions des immigrants et des réfugiés et l'abolition des certificats de sécurité », a mentionné Rabie Masri, coordonnateur de la Coalition contre la déportation des réfugiés palestiniens, lors d'un point de presse tenu peu de temps avant le début de la manifestation.

Les gens qui militent au sein de Solidarité sans frontières croient que les changements apportés aux lois et à la politique d'immigration au lendemain des événe-

ments du 11 septembre ont des conséquences désastreuses sur la vie des nouveaux arrivants. Selon eux, en raison de ces modifications, les immigrants deviennent de véritables boucs émissaires.

M. Masri a également rappelé que le processus de détermination du statut de réfugié est loin d'être sans faille. D'ailleurs, la ministre de l'Immigration, Judy Sgro, a annoncé en mars la modification du processus de nomination des membres de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) afin d'éliminer tout favoritisme politique.

« Plusieurs des familles qui participent à la marche aujourd'hui sont menacées d'être expulsées vers des régions où la guerre existe et où les problèmes politiques sont quotidiens », a poursuivi le coordonnateur de la Coalition.

C'est le cas de Nora, une Algérienne qui s'est réfugiée au Canada il y a 11 ans. Elle, son mari et ses cinq enfants attendent toujours d'obtenir leur statut de réfugiés. « On ne comprend pas ce qui

se passe, dit-elle, visiblement découragée. On est sans statut. On a peur d'être expulsés. »

Le militant bien connu Jaggi Singh était également de la manifestation. Il estime que les milliers de sans-statut qui résident présentement au Canada méritent de rester au pays.

### Pas assez de fonctionnaires

Richard Bourhis, directeur de la chaire Concordia-UQAM en études ethniques, croit également que le temps d'attente pour l'obtention du statut de réfugié est anormalement long. Selon lui, le nombre de fonctionnaires chargés d'évaluer les dossiers n'est pas assez élevé. Il souligne toutefois que le processus est encore plus compliqué ailleurs dans le monde.

« En Europe, les lois sur la citoyenneté font en sorte que, dans certains pays, on obtient la citoyenneté seulement à la deuxième génération ou 30 ans après l'arrivée dans le pays d'accueil », tient-il à rappeler.



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

Le traversier rapide *Spirit of Ontario*, qui assurera d'ici peu une liaison maritime entre Toronto et Rochester, aux États-Unis, est arrivé hier dans le port de Montréal et s'est amarré au quai n° 3. Le navire de type catamaran, semblable à celui qui relie Bangor (Maine) et Yarmouth (Nouvelle-Écosse), appartient à la compagnie Austal Ships. Il peut transporter 775 passagers et 230 véhicules. Sa venue marquera la première traversée internationale sur le lac Ontario depuis 40 ans.

## Les routiers peu craintifs

NATHAËLLE MORISSETTE

Malgré le meurtre sordide dont a été victime un camionneur québécois en Pennsylvanie, bon nombre de routiers sillonnent sans crainte les routes américaines, estimant qu'il est aussi dangereux de circuler à Montréal qu'à New York.

Clément Lavoie, un camionneur âgé de 48 ans, trouve bien malheureux que Neil Tattersall, de l'Île-Bizard, ait perdu la vie plus tôt cette semaine sur l'autoroute 81, près de Franckville, en Pennsylvanie. Toutefois, ce triste événement ne l'empêchera pas de rouler en territoire américain.

« Ça ne me fait pas plus peur d'aller aux États-Unis que d'aller à Montréal, assure-t-il, joint par téléphone hier alors qu'il roulait à bord de son camion en direction de Trois-Rivières. Si tu te tiens dans des endroits

sûrs, il n'y a pas de problème. » Il avoue toutefois que les camionneurs peuvent parfois s'exposer à certains dangers. En 27 ans de métier, il lui est arrivé de remettre de l'argent à des gens qui semblaient menaçants. « Un jour, en Caroline du Nord, j'étais arrêté derrière un restaurant et un homme est venu me voir pour me demander de l'argent, raconte-t-il. Je lui ai remis 5 \$ et il m'a laissé tranquille. Parfois, tu es mieux de donner 20 \$ et tu es sûr de sauver ta peau. Tu évites de te faire lancer des roches ou de faire briser tes vitres. »

Selon M. Lavoie, qui se spécialise dans le transport de papier, ce genre d'incident peut arriver autant à un camionneur qu'à un chauffeur de taxi. Il estime que le métier qu'il exerce n'est pas plus risqué qu'un autre.

Son ami, Serge Boudreau, abonde dans le même sens. Routier depuis

40 ans, il se rend sans crainte à New York et à Philadelphie, des endroits redoutés par certains. En effet, plusieurs de ces collègues refusent de se rendre aux États-Unis. « Il y en a qui ne veulent pas y aller. Ce n'est pas toujours parce qu'ils craignent pour leur vie mais plutôt parce qu'ils ont peur d'avoir des accidents, dit-il. Il y a beaucoup de monde sur les routes, là-bas, il y a plus de trafic. »

Pour sa part, Bernard Larose, un routier âgé de 61 ans, évite de se rendre dans les grands centres américains. « Ce n'est pas rentable, mentionne-t-il. On attend longtemps aux douanes et, en plus, on peut se faire attaquer sans raison. »

C'est pourquoi il a été peu surpris par le meurtre de M. Tattersall. Rappelons que l'homme, âgé de 54 ans, a été abattu par un automobiliste. Une autopsie a été pratiquée vendredi.

## Gare aux incendies de forêt, rappelle la SOPFEU

RAYMOND GERVAIS

La Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) rappelle que c'est pendant les brûlis printaniers que se produisent le plus souvent les incendies de forêts près des zones habitées. La perte de maîtrise des feux d'herbes, de feuilles mortes et de rebuts occasionne plusieurs interventions de la SOPFEU et des corps de pompiers municipaux.

Des quelque 150 incendies de forêt généralement combattus entre le 1<sup>er</sup> avril et le 15 mai, plus de 80 sont le résultat d'un brûlis dont on a perdu la maîtrise. La sécheresse des feuilles et des branches mortes au sol pendant cette période les rend très inflam-

mables. La SOPFEU rappelle que le brûlage d'herbe est inutile et dangereux en plus d'être difficile à maîtriser sous le vent.

Afin d'éviter de perdre la maîtrise d'un feu, la Société recommande de choisir un endroit loin des bâtiments et des fils électriques, de dégager le sol de toute matière inflammable, de faire un petit amoncellement, de s'assurer d'avoir de l'eau et des outils (pelle et râteau) à proximité du feu, d'attendre de préférence en début de soirée avant de procéder à l'allumage à cause de l'humidité, de s'abstenir s'il y a du vent, de n'allumer qu'un seul foyer à la fois, d'assurer une surveillance constante et de bien éteindre le feu avant de quitter les lieux.

## DÉFUSIONS

### Poste de péage symbolique à Westmount

RAYMOND GERVAIS

Afin de marquer l'ouverture prochaine des registres en vue des référendums qui se tiendront dans les différents arrondissements de Montréal, Péage.org, un groupe pro-fusion qui, depuis quelques mois, dresse sporadiquement des postes de péage symboliques à l'entrée de l'ancienne ville de Westmount, a repris du service hier face à l'ancien hôtel de ville de Westmount.

Les manifestants désirent de cette façon montrer que les défusions visent à créer des sortes de « refuges fiscaux » autour de la

métropole, ce qui nuirait, selon eux, au bien commun en perpétuant le sous-financement de la ville-centre et les inutiles chicanes de clocher.

À compter du 27 avril, le faux poste de péage sera démenagé angle Jean-Talon et l'Acadie, à l'entrée de l'arrondissement de Mont-Royal, l'ancienne ville renommée pour la clôture délimitant son territoire. Pourtant, la semaine dernière, une étude gouvernementale a démontré que les citoyens de l'ancienne ville de Montréal paieraient moins de taxes si certains arrondissements se défusionnaient.

PONTIAC  LA PASSION DE CONDUIRE



# PRIX D'OCCASION, VOITURE NEUVE.

- MOTEUR ECOTEC L4 2,2L DE 140 HP • GARANTIE LIMITÉE 5 ANS/100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR SANS FRANCHISE
- TRANSMISSION MANUELLE 5 VITESSES GETRAG • SUSPENSION TOURISME • PNEUS 195/70R14 TOUTES SAISONS • BANQUETTE ARRIÈRE REPLIABLE DIVISÉE 60/40 • SACS GONFLABLES AVANT (2) • PHARES ANTIBROUILLARD • RADIO AM/FM STÉRÉO • ET BIEN PLUS...



L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offre d'une durée limitée, réservée aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock Sunfire (2JB69/R7A). Photo à titre indicatif seulement. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits en sus et payables à la livraison. \*À l'achat, préparation incluse. Programme (900 \$), immatriculation, assurances et taxes en sus. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à [gmcanada.com](http://gmcanada.com) ou au 1 800 463-7483.

PONTIAC SUNFIRE  
4 portes

10 998 \$  
à l'achat\*

PONTIAC  
BUICK  
GMC





Le Parti québécois étudie les stratégies souverainistes

# Le ton durcit entre Pauline Marois et François Legault

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Il n'y a pas de course à la direction au Parti québécois, mais les deux candidats à la succession éventuelle de Bernard Landry, Pauline Marois et François Legault, affûtent leurs armes en attaquant de plus en plus durement les positions adverses.

Pauline Marois n'a pas tardé à réagir à l'impatience exprimée par François Legault quant à son plan en « quatre quarts » vers la souveraineté, qualifié par lui de projet « étapiste ».

« Quand je regarde les positions de l'autre côté, dit-elle, j'ai l'impression qu'on nous propose de foncer tête baissée sans avoir réellement de stratégie. Je ne crois pas qu'on bouscule la population quand on réalise un projet de pays. Ça demande du respect, la capacité de convaincre et d'impliquer les gens dans la démarche. »

La députée de Taillon estime que la souveraineté représente un travail de longue haleine. Selon elle, aux prochaines élections, le PQ devrait parler autant de gouvernance que de souveraineté. François Legault y voit un cul-de-sac.

« Le 14 avril dernier, on s'est fait dire que les gens n'étaient pas satisfaits de notre gestion provinciale. D'une certaine façon, ils avaient raison parce que c'est impossible de gérer le Québec comme province. On ne peut pas arriver avec un programme emballant avec un programme de province », affirme-t-il.

Le député de Rousseau propose de préparer concrètement, durant les trois prochaines années d'opposition, les impacts de la souveraineté



Pauline Marois, députée de Taillon.

en écrivant « le budget d'un Québec souverain et en remplaçant notre programme de province par un programme de pays. »

Pauline Marois préfère s'en tenir à un plan « ordonné et déterminant pour la suite des choses ». Elle ajoute que le PQ doit agir avec transparence en mettant la population à contribution parce que « non seulement il faut rêver à la souveraineté, il faut surtout agir pour la réussir », tout en préparant le retour au pouvoir.

« Si on n'est pas élu, on ne proposera pas de référendum sur la souveraineté parce que je ne crois pas que M. Charest va en proposer un, a ironisé M<sup>me</sup> Marois. Quelle

est l'autre solution ? Des élections référendaires ? »

François Legault confirme qu'il s'agit d'une option possible. Le député de Rousseau demeure partisan d'un référendum en début de mandat, mais « même l'élection référendaire, il faut l'analyser », dit-il. Une chose est certaine, soutient-il, « les prochaines élections doivent porter sur la souveraineté ».

Entre-temps, il y a beaucoup de pain sur la planche. M. Legault suggère que les souverainistes arrivent avec des réponses aux questions portant notamment sur la monnaie et les ententes avec les autres pays, dont le Canada.

« Quel type d'armée veut-on avoir



François Legault, député de Rousseau.

au Québec ? se demande-t-il. Qu'arrivera-t-il aux chèques de pension de vieillesse ? Le Canada ce n'est pas le goulag, mais il faut démontrer qu'un Québec souverain, c'est mieux. »

De son côté, Pauline Marois soutient que l'élection du Bloc québécois et celle du PQ restent des préalables. Ce n'est qu'ensuite, dit-elle, qu'il faudra procéder à la rédaction de la Constitution avec l'aide de la population et d'un ministère de la Souveraineté.

« Le coût ne serait pas énorme, note-t-elle. On parle d'une structure légère qui amène les autres ministères à travailler à l'intérieur des ressources existantes. Je pense

qu'il faut le dire et être transparent. Les gens sont cyniques face à la politique parce que les politiciens ne font pas ce qu'ils ont dit qu'ils feraient. »

M. Legault réplique qu'il faut agir plus vite. « Plus on va définir ce que va être un Québec souverain, plus on va emballer les gens et plus on va les convaincre de voter pour nous aux prochaines élections », croit-il.

Les deux adversaires sont cependant d'accord sur une chose : l'importance de voter pour le Bloc aux élections fédérales. « Si on est souverainiste, on ne peut pas voter pour un parti fédéraliste à Ottawa », conclut-il.



## La nouvelle façon de prendre l'air... vers Toronto.

WestJet vole maintenant tous les jours vers Toronto. Sans escale. Sans égal.

À PARTIR DE

# 74\$\*

UN ALLER SIMPLE VERS  
**TORONTO**  
6 VOLS QUOTIDIENS  
SANS ESCALE  
DU LUNDI AU VENDREDI

Avec notre nouveau service sans escale entre Montréal et Toronto, vos raisons de choisir WestJet se multiplient à toute vitesse ! Le grand confort, le service sympa, la rapidité et la ponctualité, sans gros calcul côté dépense. Et chaque fois que vous ou votre agent de voyages réservez en ligne sur [westjet.com](http://westjet.com), vous accumulez de précieux milles de récompense AIR MILES<sup>®</sup>. Réservez d'ici le **30 avril 2004** pour profiter de ce super tarif, et préparez-vous à relaxer, avec plus d'espace pour vos jambes, dans les fauteuils en cuir de nos Boeing 737-700. WestJet, votre société aérienne nationale à bas tarifs... partenaire des gens d'affaires par excellence. **Montréal, on sort ensemble ?** Réservez d'ici le **30 avril 2004** pour voyager jusqu'au **5 juillet 2004**.

\*Le nombre de places à ces tarifs est limité et les places pourraient ne pas être disponibles sur tous les vols. Ce tarif « aller » énoncé comprend le rabais Internet de 3\$. Tarifs légèrement plus élevés sur réservations téléphoniques faites par le biais de notre Super Centre des ventes. Nouvelles réservations seulement. La surcharge de carburant est comprise dans les tarifs énoncés. Taxes additionnelles, frais supplémentaires et surtaxes en sus, s'il y a lieu. Non remboursable. Cette offre peut être combinée à d'autres tarifs. Achat préalable de 14 jours nécessaire. Mtl/mc. Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V. employée en vertu d'une licence par Loyalty Management Group Canada Inc. et par WestJet.

Victoria • Comox • Vancouver • Abbotsford • Prince George • Kelowna • Grande Prairie • Calgary • Edmonton • Fort McMurray • Saskatoon • Regina • Winnipeg • Thunder Bay • Windsor • London • Hamilton • Toronto • Ottawa • Montréal • Moncton • Halifax • Gander • St. John's



SERVICE EN BOEING 737 COLLATIONS GRATUITES  
RÉSERVATIONS DE VOITURE ET D'HÔTEL SUR [WESTJET.COM](http://WESTJET.COM)  
APPELEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES OU WESTJET AU 1 877 956.6982

[westjet.com](http://westjet.com)

ÉCONOMISEZ  
**6\$**  
EN LIGNE

**WESTJET**  
Moins cher. Plus sympa.

# Vatican: une femme à de hautes fonctions

AGENCE FRANCE-PRESSE

**CITÉ DU VATICAN** — Jean-Paul II a promu pour la première fois une religieuse à de hautes fonctions au Vatican, en nommant hier soeur Enrica Rosanna sous-secrétaire de la Congrégation pour les instituts de la vie consacrée, à savoir le ministère pour

les religieux. La révérende soeur Enrica Rosanna, 60 ans, à la tête de l'université salésienne, devient la première femme à accéder à un rang aussi élevé, celui de numéro 3 d'une congrégation, qui plus est au sein d'un ministère relativement important pour l'Église. Chaque congrégation est dirigée par

un cardinal ayant le titre de préfet, secondé par un secrétaire choisi parmi les évêques. Dans l'église catholique, les femmes ne peuvent pas accéder au sacerdoce en dépit des demandes répétées d'une petite minorité de fidèles et bien que cela se pratique dans d'autres églises chrétiennes non catholiques. « Pour

l'Église c'est un petit pas, pour la Curie romaine, c'est une assez grande révolution », a commenté le quotidien de Rome *Il Messaggero* dans son numéro d'hier.

Enrica Rosanna est diplômée de sociologie de l'université de Trente, où elle a étudié à la même époque que le fondateur et idéologue des Briga-

des Rouges, Renato Curcio, relève le journal. A la tête de la faculté pontificale des sciences de l'éducation, elle est surtout connue en Italie pour ses travaux en matière de socio-pédagogie, ce qui a fait d'elle un interlocuteur recherchée par les autorités italiennes. La cérémonie d'entrée en fonction doit avoir lieu jeudi.

# Einstein en privé

AGENCE FRANCE-PRESSE

**NEW YORK** — Les petites manies d'Albert Einstein, inventeur de la théorie de la relativité restreinte, sont décrites dans un journal intime que tenait sa dernière petite amie, a rapporté hier le *New York Times*.

Johanna Fantova, de 22 ans plus jeune que son illustre compagnon, eut l'insigne privilège d'égaliser régulièrement de ses ciseaux la célèbre crinière du génial physicien.

Le carnet, aux pages tapées à la machine en allemand, a été découvert dans les dossiers personnels de Fantova par des universitaires faisant des recherches sur les poèmes adressés par le scientifique à sa compagne. Durant les 18 derniers mois de sa liaison avec Einstein, Fantova, une ancienne conservatrice cartographe de la bibliothèque Firestone de l'université de Princeton, a minutieusement relaté les méditations de son compagnon, ses opinions et ses plaintes, jusqu'à sa mort en avril 1955, à 76 ans.

On y découvre qu'Einstein se comparait lui-même à « une vieille voiture bourrée de problèmes mécaniques » et s'en épanchait auprès de Johanna. Il se plaignait aussi régulièrement de trous de mémoire et d'avoir trop de visiteurs. Ce qui ne l'empêchait pas, une fois de meilleure humeur, de s'assimiler aussi « au Vésuve en éruption ».

Fantova raconte ainsi qu'Einstein invoquait des maladies imaginaires pour éconduire les importuns. Elle mentionne aussi le 75<sup>e</sup> anniversaire d'Einstein, le 14 mars 1954, au cours duquel le génie se fit un nouvel ami, Bibo, un perroquet offert par un institut de recherche médical. Il s'avéra dépressif en dépit des plaisanteries dont l'abreuvait quotidiennement son maître.

Einstein et Fantova ne se quittaient apparemment jamais, allant au concert, faisant de la voile ensemble, selon Alice Calaprice, une universitaire travaillant sur le document.

## EN BREF

### Couple expulsé d'un restaurant

Un couple d'Américains au régime hyperprotéiné a été expulsé d'un buffet-restaurant de l'Utah après s'être jeté sur le rosbif. Le patron du Chuck-A-Rama de Taylorsville, qui découpait la viande, a demandé à Sui Amaama d'arrêter sa fringale carnivore quand ce dernier est venu au buffet prendre sa 12<sup>e</sup> tranche de rosbif. M. Amaama et son épouse, qui s'étaient mis au régime Atkins deux semaines plus tôt, ont demandé à être remboursés, ce que le restaurant a refusé. La police a dû intervenir pour les déloger. « Nous sommes venus dîner, on croyait que Chuck-A-Rama pratiquait la politique du *mangez tout ce que vous pouvez* », a commenté Isabelle Leota, l'épouse de Sui Amaama. En fait, le buffet à volonté s'arrête à celle du patron, a rétorqué le directeur régional de la chaîne, Jack Johanson. d'après AP

### Hommage au footballeur américain tué en Afghanistan

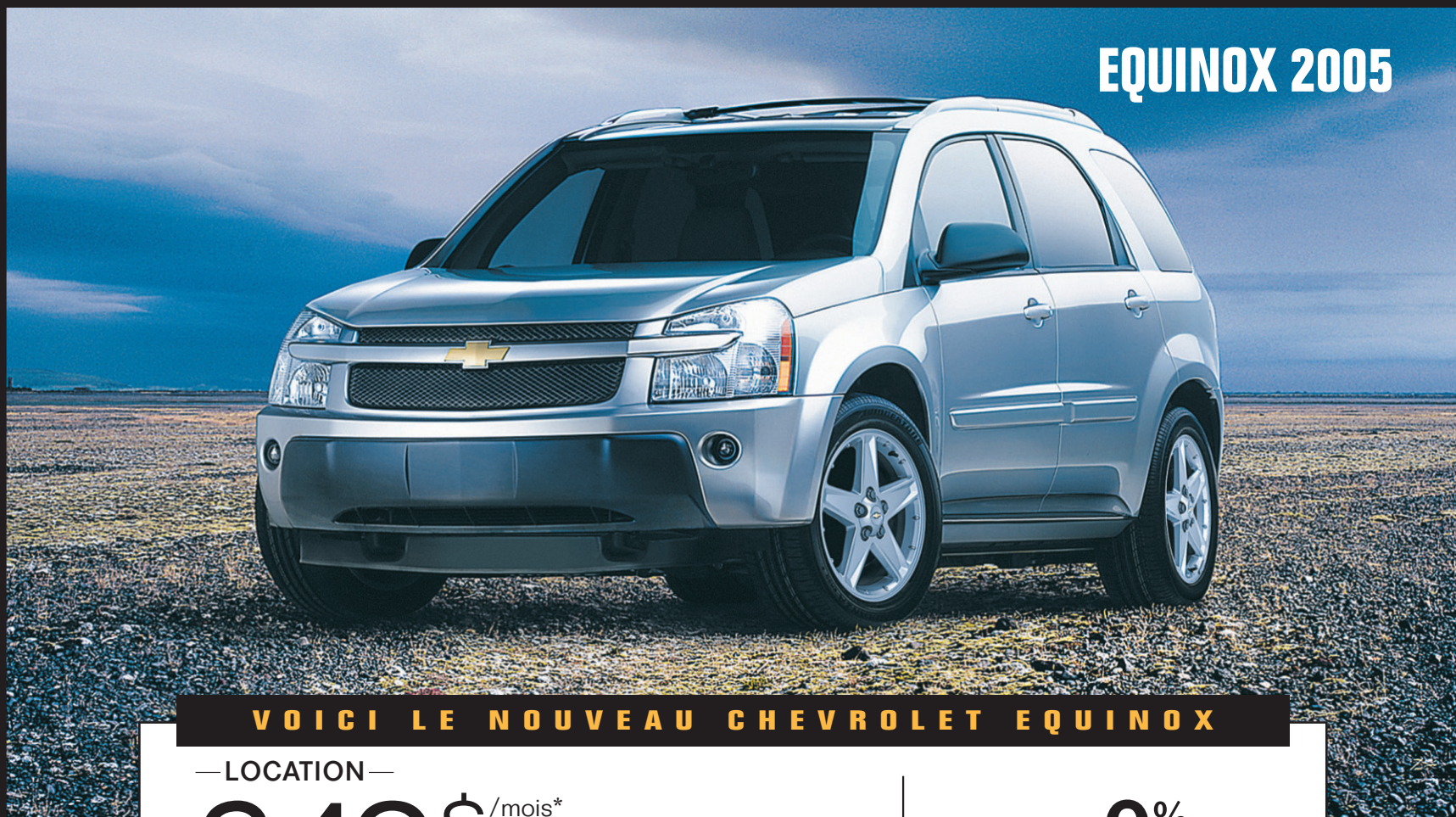
La mort au combat d'un joueur de football américain, qui avait renoncé à un contrat sportif de 3,6 millions de dollars dans son pays pour s'engager comme simple soldat en Afghanistan, est un exemple du patriotisme et de l'esprit de sacrifice partagés par tous les soldats engagés dans ce pays, a estimé hier l'armée américaine. Le soldat Pat Tillman, ancien joueur vedette de l'équipe des Arizona Cardinals, avait rejoint les rangs de l'armée américaine après les attentats du 11 septembre 2001. Il a été tué jeudi dans une embuscade dans l'est de l'Afghanistan. Pour le lieutenant-colonel Matthew Beevers, porte-parole de l'armée américaine, ce décès n'est qu'un exemple du dévouement des 13 500 soldats américains stationnés en Afghanistan. —d'après AP



# CHEVROLET

« ...PLUS SPACIEUX (...) PLUS GRAND CONFORT (...) PLUS DE CAPACITÉ DE CHARGE. »

— Éric Descaries, *Auto Journal*



EQUINOX 2005

VOICI LE NOUVEAU CHEVROLET EQUINOX

— LOCATION —

349\$ /mois\*  
Terme de 48 mois  
Transport et préparation inclus

OU

0%  
de financement à l'achat\*

- Moteur V6 3,4L à ISC de 185 HP • Boîte automatique 5 vitesses à surmultipliée
- Glaces, portes et rétroviseurs à commande électrique • Climatiseur
- Banquette arrière coulissante Multi-flex • Système de panneau de chargement à niveaux multiples

« MEILLEUR PICK-UP POUR LA 3<sup>e</sup> ANNÉE CONSÉCUTIVE. »

— Car and Driver



SILVERADO ÉDITION SPÉCIALE 4x4

— LOCATION À PARTIR DE: —

329\$ /mois\*  
Terme de 36 mois  
Transport et préparation inclus

OU

0%  
de financement à l'achat\*  
+ 1 000\$\*\* d'options sans frais

- Moteur Vortec V8 4800 de 285 HP • Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée et mode remorquage charge lourde • Boîte de transfert active 4x4 Autotrac • Roues en aluminium de 17 po
- Marchepieds latéraux tubulaires en inox fini chromé • Pont arrière autobloquant

VOICI LE NOUVEAU CHEVROLET COLORADO



Modèle LS illustré

« LA NOUVELLE RÉFÉRENCE... »

— Denis Duquet, *Le monde de l'auto*

— LOCATION À PARTIR DE: —

279\$ /mois\*  
Terme de 48 mois  
Transport et préparation inclus

OU

0\$ comptant OU 2,9%  
de financement à l'achat\*

- Moteur Vortec 2800 L4 de 175 HP • Boîte manuelle 5 vitesses avec surmultipliée
- Pont arrière autobloquant • Freins antiblocage aux 4 roues • Banquette avant 60/40
- Commandes automatiques des phares avant • Instruments incluant tachymètre

CHEVROLET TRAILBLAZER LS 4x4 4 PORTES



Modèle LT illustré

PLUS DE PUISSANCE QUE TOUT AUTRE V6 OU V8 DE SÉRIE DANS SA CATÉGORIE.

— LOCATION —

349\$ /mois\*  
Terme de 48 mois  
Transport et préparation inclus

OU

0%  
de financement à l'achat\*

- Moteur Vortec 4200 I6 de 275 HP • Boîte de transfert Autotrac 2 vitesses à commande automatique • Pont différentiel autobloquant • Climatisation à deux zones
- Roues de 16 po en aluminium • Groupe de remorquage

**L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit.**

Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock suivants: Colorado (CS15653/1SA/G80), TrailBlazer (CT15506/R7A), Silverado (CK15753/1SD/R6M/NP8/Z82) et Equinox 2005 (1LF26/R7C). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à coût additionnel. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. \*À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois (Silverado 36 mois) avec versement initial ou échange équivalent: Equinox (2 793 \$), Colorado (0 \$), TrailBlazer (4 725 \$) et Silverado à cabine allongée (2 421 \$). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c du km après 80 000 km à l'exception du Silverado à cabine allongée, frais de 12 c après 60 000 km. Première mensualité et dépôt de sécurité exigés à la livraison (Equinox: 425 \$, Colorado: 325 \$, TrailBlazer: 425 \$, Silverado: 400 \$). \*\*Taux de financement à l'achat de 0 % pour des termes allant jusqu'à 48 mois (Equinox: 36 mois), Colorado: 2,9%. \*\*Offre d'une durée limitée valable sur des Silverado édition spéciale neufs ou de démonstration 2004 choisis. Ce crédit sera inclus dans la mensualité LocationPlus ou dans le prix d'achat correspondant du concessionnaire. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à [gmcanada.com](http://gmcanada.com) ou au 1 800 463-7483.



## MONDE

# Le G7 salue une économie en hausse mais les taux d'intérêt indisposent

Les Canadiens Ralph Goodale et David Dodge appellent à une gestion prudente



ALEXANDRE SIROS  
WASHINGTON

La reprise de l'économie mondiale est accueillie avec beaucoup de satisfaction par les pays membres du G-7, qui doivent cependant se préparer à « gérer avec prudence » une hausse des taux d'intérêt prévue pour les prochains mois.

C'est ce qu'ont signalé hier le ministre des Finances du Canada, Ralph Goodale, et le gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge, tous deux de passage à Washington pour rencontrer leurs homologues des pays du G-7.

« Il y a eu reconnaissance générale, autour de la table (...) que les taux dans le monde seront plus éle-

vés et qu'il est actuellement temps d'aller de l'avant avec des réformes et avec des actions à la fois sur les marchés émergents et sur nos propres marchés », a déclaré M. Dodge au cours d'une conférence de presse.

« À un certain point, dans les mois qui viennent, il y aura vraisemblablement des changements dans les taux d'intérêt, et nous aurons besoin de gérer cela avec prudence », a pour sa part indiqué M. Goodale.

Faisant preuve de sa circonspection habituelle, M. Dodge n'a pas voulu laisser entendre que le taux directeur de la Banque du Canada serait modifié. Il a récemment été réduit à 2 %. « Nous avons élaboré en janvier la façon dont nous pensions que les choses pouvaient évoluer. Elles semblent évoluer dans cette direction et c'est ce que nous allons surveiller constamment », a-t-il dit.

Les représentants des pays du G-7 se rencontraient hier à l'occasion

des réunions printanières du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, en fonction de quoi la police de la capitale américaine avait érigé un périmètre de sécurité au cœur de la ville.

Dans leur communiqué, les ministres des Finances et les gouverneurs des Banques centrales ont affirmé que « les perspectives sont favorables » pour l'économie mondiale malgré certains facteurs de risque comme les prix de l'énergie. Cette semaine, le FMI a revu ses prévisions à la hausse pour ce qui est de la croissance mondiale en 2004, estimant qu'elle se chiffrera à 4,6 %.

M. Goodale a rappelé qu'on estime que le taux de croissance économique au Canada sera de 2,7 % en 2004 et de 3,3 % en 2005. Il a indiqué que des « raisons particulières » expliquent que ce taux n'a été que de 1,7 % en 2003, notamment le SRAS, l'apparition de la maladie de la vache folle et la plus importante panne d'électricité de l'histoire de l'Amérique du Nord.

Le ministre des Finances du Canada s'est réjoui du fait que les moyens mentionnés aux cours des échanges d'hier afin de promouvoir la croissance sont pour la plupart déjà mis en oeuvre par le Canada. Un budget équilibré, la réduction de la dette et l'investissement dans l'éducation et l'innovation, par exemple, sont des politiques poursuivies « depuis une période de temps considérable » au pays, a-t-il dit.

M. Goodale a par ailleurs signalé que le Canada continue de militer pour une réforme du FMI et de la Banque mondiale, notamment pour en améliorer la transparence et faire plus de place aux économies moins développées. Il a affirmé que plusieurs suggestions canadiennes à ce sujet sont actuellement sur la table.

Quant à la position du Canada au sujet du prochain dirigeant du FMI, il a dit vouloir attendre de discuter cette semaine avec l'actuel favori, l'Espagnol Rodrigo Rato, avant de la faire connaître officiellement.

## Chypre: le non grec écarte le plan de paix de l'ONU

TANGI QUEMENER  
AGENCE FRANCE-PRESSE

NICOSIE – Les Chypriotes grecs ont rejeté hier le plan de paix présenté par l'ONU, approuvé par les Chypriotes turcs, mettant un terme aux espoirs d'une réunification rapide de l'île pour qu'elle se joigne unie à l'Union européenne (UE) le 1<sup>er</sup> mai.

Les électeurs chypriotes-grecs ont voté « non » à 75,83 % au référendum sur le plan présenté par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui ambitionnait de résoudre une division de 30 ans, selon les résultats officiels. Le « non » a recueilli 313 704 voix, le « oui » 99 976. L'abstention a été de 10,82 %, dans un pays où le vote est obligatoire.

De leur côté, les Chypriotes turcs ont voté à 64,9 % pour ce plan de réunification et 35,1 % ont voté « non », d'après les résultats officiels.

Après l'annonce des résultats officiels dans les deux parties de l'île, le président chypriote grec Tassos Papadopoulos s'est déclaré toujours favorable à un règlement avec les Chypriotes turcs, tout en prévenant que la recherche d'une solution ne sera pas facile.

« Ce soir, il n'y a ni gagnants, ni perdants. (...) J'appelle les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs à travailler ensemble en vue d'une Chypre unie. Le chemin devant nous ne sera pas bordé de roses, mais cela ne nous fera pas renoncer », a-t-il déclaré devant la presse.

M. Papadopoulos, qui avait appelé à voter « non », avait demandé à ses concitoyens d'éviter de fêter le résultat du vote, quel qu'il soit, par des manifestations de rue.

Ce mot d'ordre a apparemment été suivi. Trois heures après la fin du dépouillement, les klaxons dans les rues du centre de Nicosie sud étaient rares, les drapeaux grec et chypriote et les banderoles promouvant le « non », brandis après les résultats par quelques dizaines de manifestants sur la place Eleftheria, avaient quasiment disparu, a constaté un journaliste de l'AFP.

Du côté de la République turque de Chypre du nord (RTCN), le dirigeant historique Rauf Denktaş, partisan du « non », a appelé la communauté internationale à renoncer à « forcer » les deux communautés à vivre ensemble.

« Ayant éliminé le plan (de l'ONU), il n'y a aucune raison à ce que je démissionne », a-t-il ajouté, en riposte au premier ministre Mehmet Ali Talat, partisan du « oui », qui a demandé son départ après le désaveu par les électeurs de la politique du vieux dirigeant.

Au total, 623 801 électeurs, 480 165 Chypriotes grecs dans la partie sud de l'île et 143 636 Chypriotes turcs dans la partie nord, étaient appelés à se prononcer sur le plan de M. Annan.

Le plan, un texte de 9000 pages, ambitionnait de mettre un terme à une division datant de 1974. Il définissait une République unifiée de Chypre sur un modèle fédéral, avec deux États constitutifs, l'un grec et l'autre turc, politiquement égaux.

Il prévoyait aussi que la zone turque actuelle soit amputée d'environ 7 % du territoire de l'île au profit de la partie grecque, et des limitations au retour des réfugiés chypriotes grecs dans le nord.

Chypre est divisée depuis 1974, lorsque l'armée turque a envahi le tiers nord de l'île, en riposte à un coup d'État d'ultranationalistes chypriotes-grecs qui voulaient rattaché l'île à la Grèce.

Ce rejet signifie que seule la partie grecque de Chypre, reconnue par la communauté internationale, intégrera l'UE le 1<sup>er</sup> mai.

La Commission européenne a « regretté profondément » le « non » chypriote-grec. La présidence de l'UE, les États-Unis et l'Allemagne ont également exprimé leur déception, tout comme le ministre turc des Affaires étrangères, Abdullah Gul. « Nous sommes consternés par cette situation. Nous voulions sincèrement une solution au conflit », a déclaré M. Gul lors d'une conférence de presse, avant de demander une levée des sanctions internationales contre la RTCN.

## Arafat prend au sérieux les menaces de mort de Sharon

ASSOCIATED PRESS

RAMALLAH, Cisjordanie – Au lendemain des menaces proférées par Ariel Sharon à son encontre, Yasser Arafat s'est adressé hier à une foule de plusieurs milliers de partisans devant son quartier général de Ramallah, en Cisjordanie, pour leur dire qu'Israël ne parviendra jamais à se débarrasser de lui.

S'exprimant dans un arabe imagé devant des milliers de sympathisants, le président de l'Autorité palestinienne a parlé de lui-même comme d'une « montagne ». « Je dis à Sharon et à sa bande : Ô montagne, le vent ne te déplacera jamais », a lancé Yasser Arafat.

Dans une interview diffusée vendredi soir à la télévision, le premier ministre israélien a déclaré qu'il ne se sentait plus lié désormais par la promesse faite il y a trois ans à l'administration Bush de ne pas attenter à l'intégrité physique du leader palestinien.

« Mon obligation n'existe plus », a déclaré Ariel Sharon. « Je suis libéré de cette obligation. Je me suis libéré moi-même de cette obligation concernant Arafat. »

Ces menaces ont suscité les critiques de la Russie, de l'Allemagne et des États-Unis, qui ont exhorté Ariel Sharon à laisser Yasser Arafat tranquille. Certains responsables palestiniens ont toutefois accusé les États-Unis d'encourager la ligne dure adoptée par le dirigeant israélien.

En coulisses, Yasser Arafat prenait les menaces au sérieux et se préparait à l'éventualité de sa mort, selon Abbas Zaki, un dirigeant du Fatah. « J'ai rencontré Arafat ce matin. Il m'a dit : je suis un croyant. Ma destinée, c'est le martyre », a-t-il confié.

La première chaîne de télévision israélienne a rapporté hier qu'Ariel Sharon avait demandé à ses responsables de la sécurité d'évaluer le pour et le contre d'une attaque contre Arafat.



Un cadre de la Croix-Rouge Internationale surveille les opérations de déblayage sur les lieux des explosions survenues il y a trois jours à la gare de Ryongchon, en Corée du Nord. La tragédie a fait au moins 154 morts et 1300 blessés.

## La Corée du Nord reconnaît une « très grave explosion » à Ryongchon

AGENCE FRANCE-PRESSE

DANDONG, Chine – La Corée du Nord a reconnu hier une « très grave » explosion survenue deux jours plus tôt dans la gare de Ryongchon, près de la frontière chinoise, où sont arrivées les premières équipes humanitaires, tandis qu'un responsable sur place a fait état d'au moins 154 morts.

« Au moins 154 personnes, dont 76 écoliers, ont trouvé la mort », a déclaré à l'agence Chine nouvelle un responsable nord-coréen chargé de l'organisation des secours, qui évalue à 1300 le nombre de blessés.

« Les explosions se sont produites jeudi à 12 h 10, heure locale, à cause d'un court-circuit lorsqu'un poteau électrique est tombé après la collision entre un train d'hydrocarbures et deux wagons chargés d'engrais de nitrate d'ammonium », a précisé Jang Song-Gun à l'agence officielle chinoise dont le correspondant sur place évoque

« deux énormes cratères de huit à 10 mètres de profondeur » creusés par les déflagrations.

« La gare et ses alentours ont été rayés de la carte », a déclaré de son côté John Sparrow, responsable pour l'Asie du Nord-Est de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge.

« Il y a eu une boule de feu qui a brûlé un grand nombre de bâtiments dans un rayon de plusieurs centaines de mètres autour du lieu de l'explosion », a ajouté Niels Juel, porte-parole de la Croix-Rouge en Chine.

Parmi les quelque 1300 blessés, les plus grièvement atteints, au nombre de 357, ont été transportés vers la ville de Sinuiju, frontalière avec la Chine, a précisé M. Juel.

Un membre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui s'est également rendu sur les lieux de la catastrophe, a précisé que « seules cinq personnes » étaient encore portées disparues.

« Dans un rayon de 400 à 500 mètres autour de l'explosion, nous avons vu des bâtiments soit totalement détruits soit sérieusement endommagés », la plupart d'entre eux à un seul étage, a déclaré par téléphone à l'AFP depuis Pnyongyang ce membre de l'OMS, Eigil Sorensen.

« L'incendie provoqué par l'explosion a été relativement limité », a-t-il ajouté, précisant que les cours venaient de s'achever dans une école primaire située à 300 mètres de la gare quand l'explosion a eu lieu. « Des enfants étaient sur le chemin du retour tandis que d'autres se sont retrouvés prisonniers dans le bâtiment », a-t-il poursuivi.

La Croix-Rouge, qui avait prévenu vendredi que le bilan, alors de 54 morts, allait s'alourdir du fait de la destruction partielle ou totale de plus de 8000 logements, a déclaré hier espérer que le chiffre de 154 décès n'allait plus augmenter.

## Kerry contraint d'expliquer ses blessures au Vietnam

ASSOCIATED PRESS

WASHINGTON – C'est une blessure vieille de 35 ans subie durant la guerre du Vietnam, mais John Kerry en garde encore une trace matérielle dans son corps. Selon des rapports médicaux présentés à la

presse, le candidat démocrate à la Maison-Blanche a toujours un éclat d'obus dans la cuisse gauche.

L'adversaire de George W. Bush pour la présidentielle de novembre prochain a obtenu des décorations militaires — « Purple Heart » — pour chacune des trois blessures

qu'il a subies durant cette guerre alors qu'il commandait un patrouilleur de combat de la Marine dans le delta du Mékong.

Certains de ses détracteurs ont mis en doute la gravité des blessures subies par John Kerry durant cette guerre, se demandant si ses

trois « Purple Hearts » étaient vraiment méritées et si sa réaffectation par la suite hors du Vietnam était réellement justifiée.

La deuxième décoration fait suite à un éclat d'obus qui a pénétré dans sa cuisse gauche le 20 février 1969. Les médecins l'y ont laissé.

# À quel prix?

À la lumière de l'expérience française, on peut se demander quel aurait été l'effet au Québec de la diminution de la semaine de travail, telle que proposée par le PQ

RAPHAËL DE CONINCK



L'auteur est doctorant en économie à l'Université de Chicago.

Lors des élections du 12 avril 2003, une proposition-phare du Parti québécois consistait à réduire la semaine de travail à quatre jours pour les parents de jeunes enfants. L'objectif déclaré de cette proposition visait la « conciliation travail-famille » qui, d'après Bernard Landry, « représente le plus grand changement social que le Québec ait connu depuis la Révolution tranquille ». Le PQ avait annoncé, en cas de victoire aux élections, la mise en place de cette politique pour janvier 2004. Quel aurait été aujourd'hui l'impact d'une telle mesure si elle avait été mise en oeuvre ?

L'expérience française, où la semaine de 35 heures est devenue une réalité, nous livre des enseignements importants pour tenter de répondre à cette question. Jacques Chirac, le président de la République française, affirmait récemment que les 35 heures représentent « un progrès social qui ne peut être remis en cause sous prétexte d'idéologie ». En France, l'argument majeur du parti socialiste, à l'origine des 35 heures, était que la réduction du temps de travail ferait reculer le taux de chômage.

## Une idée qui n'est pas neuve

Cette idée de partager le travail disponible entre personnes employées et chômeurs n'est pas neuve. En rendant le travail au-delà de 35 heures plus cher pour l'entreprise, les partisans du partage du temps de travail font l'hypothèse que celle-ci engagerait plus de personnes, et les ferait travailler chacune un nombre moins élevé d'heures. Cependant, le montant total de travail à fournir dans une entreprise n'est pas fixe. Dès lors, si la mesure rend les travailleurs moins attrayants pour l'entreprise, leur nombre peut ne pas augmenter, voire même diminuer. Cela peut être le cas si la réduction du temps de travail entraîne une hausse du coût du travail sans être compensée par une augmentation de la productivité. Dans un tel cas de figure, un employé produit une quantité moindre par dollar payé et, pour certains d'entre eux, cela peut les rendre non rentables, ce qui inciterait les entreprises à se passer de leurs services.

Une étude<sup>(1)</sup> réalisée par l'auteur de cet article montre que les 35 heures en France n'ont pas eu sur l'emploi l'effet positif espéré par les partisans du partage du travail, à tout le moins pour les entreprises de taille relativement modeste. Cette étude compare des entreprises semblables, mais qui, selon qu'elles avaient plus ou moins de 20 employés, ont été soumises aux 35 heures à des moments différents. Les entreprises de plus de 20 employés ont été soumises aux 35 heures dès janvier 2000, tandis que les entreprises de 20 employés ou moins n'y ont été sujettes qu'en 2002. Si les 35 heures avaient eu un effet positif sur l'emploi, les en-

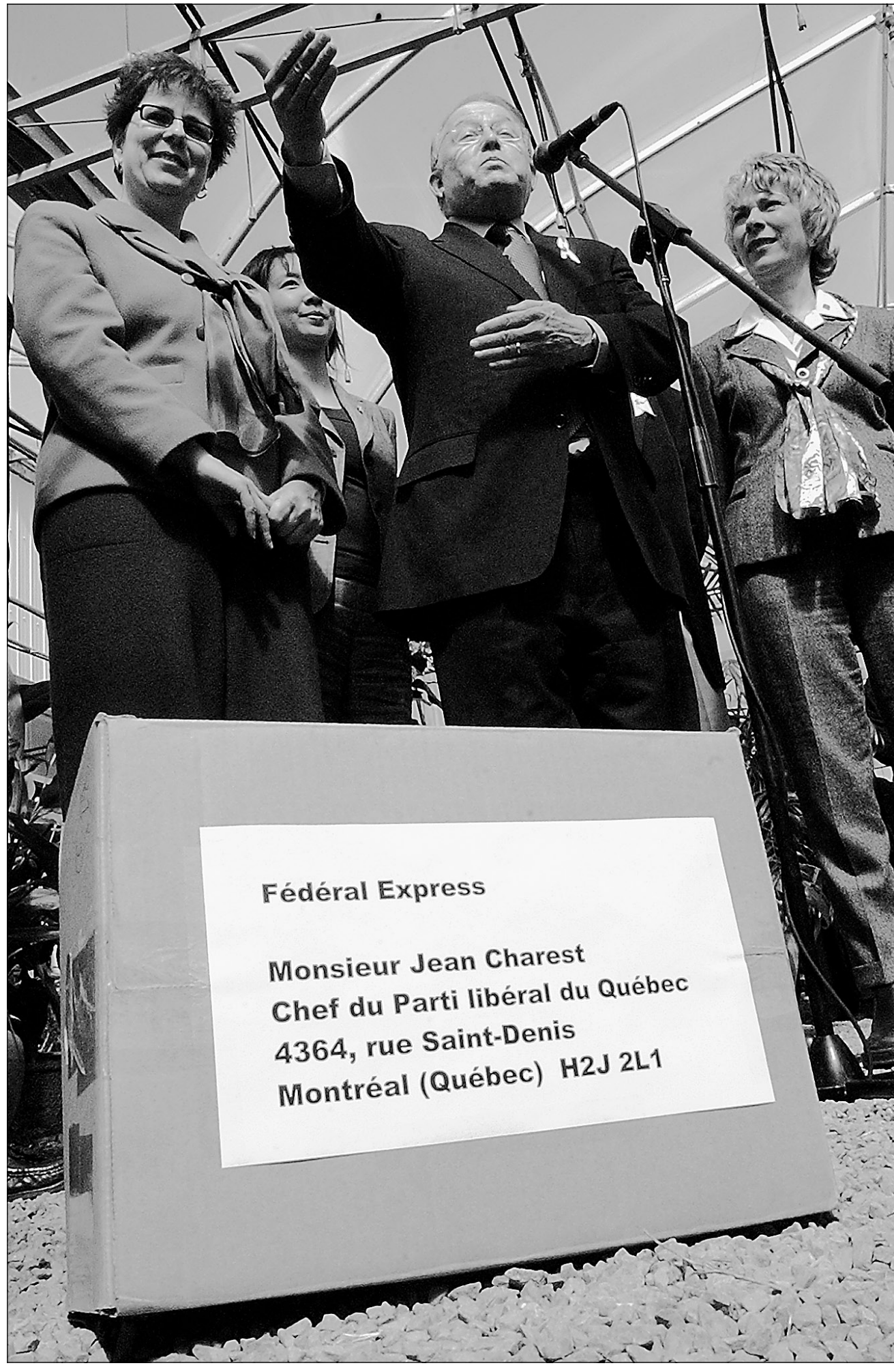


PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Pendant la dernière campagne électorale, Bernard Landry, chef du Parti québécois, s'est amusé à montrer aux médias un colis contenant une dizaine d'études sur la conciliation famille-travail. Le colis était adressé au chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest, et lui a été envoyé par Federal Express.

treprises soumises aux 35 heures auraient dû augmenter l'emploi plus que celles qui n'étaient pas encore soumises au nouveau régime. Or, entre 2000 et 2001, les entreprises de juste plus de 20 employés n'ont pas augmenté leur nombre d'employés plus que celles juste en dessous de ce seuil. Par contre, on observe bien que les entreprises de juste plus de 20 employés ont, durant cette période, réduit leur nombre d'heures plus que celles qui n'étaient pas encore soumises au nouveau régime.

Ce résultat décevant concernant le nombre d'employés s'explique par l'évolution des salaires à la suite du passage aux 35 heures : généralement, le salaire mensuel n'a pas été revu à la baisse, ce qui a entraîné mécaniquement une hausse du coût horaire du travail. Les subsides octroyés par le gouvernement français aux entreprises passant aux 35 heures n'ont pas suffi à neutraliser cette hausse de coûts.

Même si la proposition péquiste avait prévu une baisse de salaire proportionnelle à la réduction du

temps de travail, elle aurait également emporté avec elle une augmentation — certes plus modeste qu'en France — des coûts horaires à charge de l'entreprise. En effet, cette proposition prévoyait que les entreprises devraient continuer à payer l'entièreté des avantages sociaux des employés travaillant quatre jours. La présence d'un coût fixe par travailleur (recrutement, formation, matériel de travail, etc.) aurait également renforcé l'augmentation du coût horaire des travailleurs qui réduiraient leur semaine à quatre jours.

## Volume de travail

Il est utopique d'imaginer que la diminution des heures de travail par les employés passant à quatre jours aurait été totalement compensée par une augmentation du volume de travail d'autres employés. En effet, la diminution de la semaine de travail à quatre jours impliquerait une augmentation du coût horaire non seulement pour les travailleurs réduisant leur semaine de travail, mais également pour les autres travailleurs. Rappelons, d'abord, que certains secteurs ont déjà des difficultés à recruter des travailleurs qualifiés. Diminuer l'offre de travail dans ces secteurs ne ferait qu'augmenter les salaires. En outre, puisque les personnes sans emploi ne disposent pas nécessairement des compétences requises pour remplacer les travailleurs passant à quatre jours, une partie du travail devrait être réalisée en payant des heures supplémentaires à d'autres employés.

Les raisons pour lesquelles le gouvernement devrait intervenir pour réduire la semaine de travail relèvent de l'ordre du mystère. Si les travailleurs et employeurs bénéficient globalement d'une semaine de travail de quatre jours, pourquoi ne seraient-ils pas disposés à se mettre d'accord pour sa mise en oeuvre, indépendamment de toute intrusion gouvernementale ? Et cela d'autant plus qu'une politique de réduction du temps de travail risque de représenter une mesure très coûteuse<sup>(2)</sup> pour l'État, à cause de la baisse des impôts sur le revenu découlant de la diminution du volume total de travail, et/ou des subsides visant à limiter la hausse du coût du travail comme c'est le cas en France.

À la différence des 35 heures en France, la proposition péquiste est ciblée sur une catégorie particulière de travailleurs, à savoir celle des personnes ayant de jeunes enfants. L'augmentation du coût horaire de ces travailleurs pourrait toutefois entraîner un effet pervers. En effet, on peut aisément imaginer sans grand risque d'erreur que les entreprises préféreraient employer d'autres personnes ne pouvant se prévaloir de cette mesure, réduisant de cette manière la masse salariale.

Où à tout le moins, les entreprises préféreraient employer moins de personnes qui apparaissent comme des candidates potentielles pour la semaine de quatre jours. Alors que cette mesure se veut avant tout sociale et solidaire, ces personnes seraient confrontées à de plus grandes difficultés à trouver du travail. Dans ce contexte, les femmes ayant de très jeunes enfants ne seraient-elles pas les premières victimes de la mesure ?

1) Raphaël De Coninck, *A Regression Discontinuity Analysis of the 35-hour Workweek in France*, disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://home.uchicago.edu/rndecon/thesis18>. Soulignons que durant la période considérée pour cette analyse (2000-2001), réduire l'emploi sous le seuil de 20 employés ne dispenserait pas l'entreprise de l'application du régime des 35 heures.

2) Dans le cas québécois, cela suppose que la semaine des quatre jours eut remporté un certain succès auprès des employés éligibles, ce qui n'est pas certain à cause de la réduction proportionnelle de salaire.

# Nous écoutez-vous?

Les personnes atteintes d'une déficience visuelle veulent des explications du gouvernement Charest

GUYLAINE CHARRON et MARIO GAULIN  
Les auteurs sont respectivement présidente et secrétaire québécoise des parents d'enfants handicapés visuels.

Monsieur Charest, Où est l'écoute de votre gouvernement ? Vous aviez promis que la population québécoise aurait la participation dans la « réingénierie », promesse que vous répétez depuis votre entrée au pouvoir. Malheureusement, il semble que

rien n'a changé depuis que le Parti libéral a été élu, il y a un an. Comment expliquez-vous qu'après deux ans de démarches, la ministre de la Culture et des Communications refuse de nous rencontrer afin de discuter de nos craintes, et de travailler avec nous pour trouver une solution pour le livre adapté au Québec ?

Comment expliquez-vous que l'Office des personnes handicapées du Québec, qui a pour mandat de représenter les personnes handicapées, refuse d'écouter les membres vivant avec une déficience visuelle ?

Comment expliquez-vous qu'une instance publique telle que la Bibliothèque nationale du Québec dicte au Ministère (MCC) à quelles conditions et à quel prix elle acceptera nos collections ?

Comment expliquez-vous le traitement auquel les personnes vivant avec une déficience visuelle ont droit de la part de la Bibliothèque nationale du Québec ? Ne sommes-nous pas des citoyens à part égale ? Pourquoi votre gouvernement insiste-t-il pour transférer nos collections sous des conditions qui ne sa-

tisfont pas à nos attentes ?

Au nom des usagers du livre adapté, nous vous demandons d'intervenir personnellement et de nous démontrer la volonté de votre gouvernement d'inclure la participation des personnes handicapées ou leurs représentants à l'élaboration des services qui leurs sont destinés.

Nous vous demandons de permettre à l'Institut Nazareth et Louis-Braille de prendre en charge les collections de livre adapté, regroupées sous le Service québécois du livre adapté (SQLA), en y ajoutant certains améliorations, et ce tant et aussi longtemps que les attentes des personnes vivant avec une déficience visuelle seront comblées plus adéquatement par l'Institut.

## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

## ÉDITORIAUX

## Une ouverture



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Le discours prononcé la semaine dernière par le ministre fédéral de la Santé, Pierre Pettigrew, représente une ouverture inédite vers un partenariat souple et efficace entre le gouvernement canadien et les gouvernements provinciaux. Cependant, les propos du ministre suscitent également des inquiétudes, de sorte que tout dépendra des propositions concrètes qui en découleront.

M. Pettigrew annonce que le gouvernement du Canada veut devenir un « partenaire à part entière » dans le domaine de la santé. Plusieurs verront poindre dans cette expression l'intention d'Ottawa

**Il faut tout de même tenir compte du parcours de Pierre Pettigrew, qui a toujours recherché la bonne entente avec les provinces.**

de se mêler davantage de la gestion du système de santé. Or, plus Ottawa se mettra le nez dans ce qui ne le regarde pas (selon la Constitution), plus l'amélioration des services sera ardue.

Le ministre fédéral de la Santé ne fait rien pour dissiper la méfiance lorsqu'il y va de sa propre proposition de réforme, comme s'il lui revenait d'en tracer les contours et de la mettre en place. Est-ce à Ottawa de décider d'« étendre les soins à domicile » ou de « renforcer l'administration de la santé » ?

Ces réserves faites, il faut tout de même tenir compte de ton général du discours, de même que du parcours de Pierre Pettigrew, qui a toujours recherché (et généralement obtenu) la bonne entente avec les provinces. Le ministre a parlé d'une « nouvelle forme de leadership, plus collaborative ». Si cette approche se traduit dans les faits, il y a là une excellente nouvelle.

Le gouvernement Martin s'engage à assurer, pour 10 ans, un financement « prévisible, adéquat et sta-

ble » ; encore là, c'est de bon augure. Si cette intention se concrétise, les gouvernements provinciaux seront en mesure de planifier la gestion de leur réseau en sachant exactement combien ils recevront, à moyen terme, au titre du Transfert canadien en santé.

Le gouvernement du Canada, cependant, ne versera pas de sommes supplémentaires sans qu'il y ait eu entente sur les changements à apporter pour rendre le système de santé plus efficace. Toute la question est de savoir si l'entente en question se traduira par la mise en place de « conditions » que les provinces devraient remplir pour avoir droit aux fonds. À cet égard, le discours de Pierre Pettigrew est ambigu.

Le ministre parle beaucoup de collaboration avec les provinces, mais il évoque aussi « des outils d'intervention » du fédéral pour améliorer la qualité du système. Il annonce son intention de clarifier le sens des cinq principes protégés par la Loi canadienne sur la santé — ce qui est en effet nécessaire — mais ajoute qu'il faudra des « cadres réglementaires solides et efficaces » pour les faire respecter. Tout cela est bien, pour autant que les provinces acceptent les changements en question. En particulier, les gouvernements provinciaux devront être partie au mécanisme d'arbitrage servant à déterminer si une province respecte la loi ou non, une évaluation qui appartient actuellement au seul gouvernement fédéral. À ce sujet, il faut noter l'ouverture que le ministre a semblé annoncer vendredi, au cours d'une rencontre avec les journalistes.

M. Pettigrew jure qu'il fera preuve de souplesse, et donne comme exemple la Prestation nationale pour enfant, qu'il a lui-même négociée avec ses homologues provinciaux il y a quelques années. Par pudibonderie constitutionnelle, le gouvernement du Québec a refusé de participer à ce programme, mais il fait tout comme. D'ailleurs, le cadre de gestion de la Prestation prévoit qu'à l'intérieur des objectifs dont les gouvernements ont convenu, « chaque gouvernement est libre d'élaborer des programmes et des services et les mettre en oeuvre de la façon qui répond le mieux aux besoins et priorités de ses collectivités ». C'est, en effet, le genre de solution qu'il faudra trouver pour la santé.

M. Pettigrew jure qu'il fera preuve de souplesse, et donne comme exemple la Prestation nationale pour enfant, qu'il a lui-même négociée avec ses homologues provinciaux il y a quelques années. Par pudibonderie constitutionnelle, le gouvernement du Québec a refusé de participer à ce programme, mais il fait tout comme. D'ailleurs, le cadre de gestion de la Prestation prévoit qu'à l'intérieur des objectifs dont les gouvernements ont convenu, « chaque gouvernement est libre d'élaborer des programmes et des services et les mettre en oeuvre de la façon qui répond le mieux aux besoins et priorités de ses collectivités ». C'est, en effet, le genre de solution qu'il faudra trouver pour la santé.

## Tolérance 101



mouimet@lapresse.ca

MICHÈLE OUIMET

Lorsque le jeune Canadien d'origine pakistanaise Karim Khadr et sa mère sont arrivés à Toronto au début du mois, ils ont déclenché une réaction hystérique chez les zélotes qui se sont empressés de réclamer leur expulsion.

Parmi les hystériques figurent Stockwell Day, député conservateur et ex-leader de la défunte Alliance canadienne, et les chantes de la droite qui se sont étouffés lorsqu'ils ont su que les Khadr s'installaient à demeure au Canada. Il faut dire que la famille Khadr est assez particulière et qu'elle pos-

**Y a-t-il deux justices, une pour les Smith et une autre pour les Khadr de ce monde? La réponse est non, évidemment.**

se de tout ce qu'il faut pour attiser l'intolérance. Les Khadr sont canadiens. Le père a obtenu sa citoyenneté en 1979, la mère en 1978 et presque tous les enfants sont nés au Canada.

Le père, Ahmed Said Khadr, était un ami d'Oussama ben Laden. En octobre, il est mort, l'arme à la main, sous les balles de l'armée pakistanaise qui traquait des sympathisants d'Al-Qaeda près de la frontière afghane. Son fils Karim était à ses côtés. Au cours de la fusillade, il a reçu une balle dans le dos qui l'a laissé à moitié paralysé.

La mère de Karim est très fière de son mari. Il est mort en martyr, a-t-elle proclamé haut et fort lors d'une entrevue à Radio-Canada.

Elle a ajouté que ses garçons s'étaient entraînés dans des camps d'Al-Qaeda et que c'était infiniment mieux que de les élever au Canada et de les voir, à 12 ans, prendre de la drogue et avoir des relations homosexuelles.

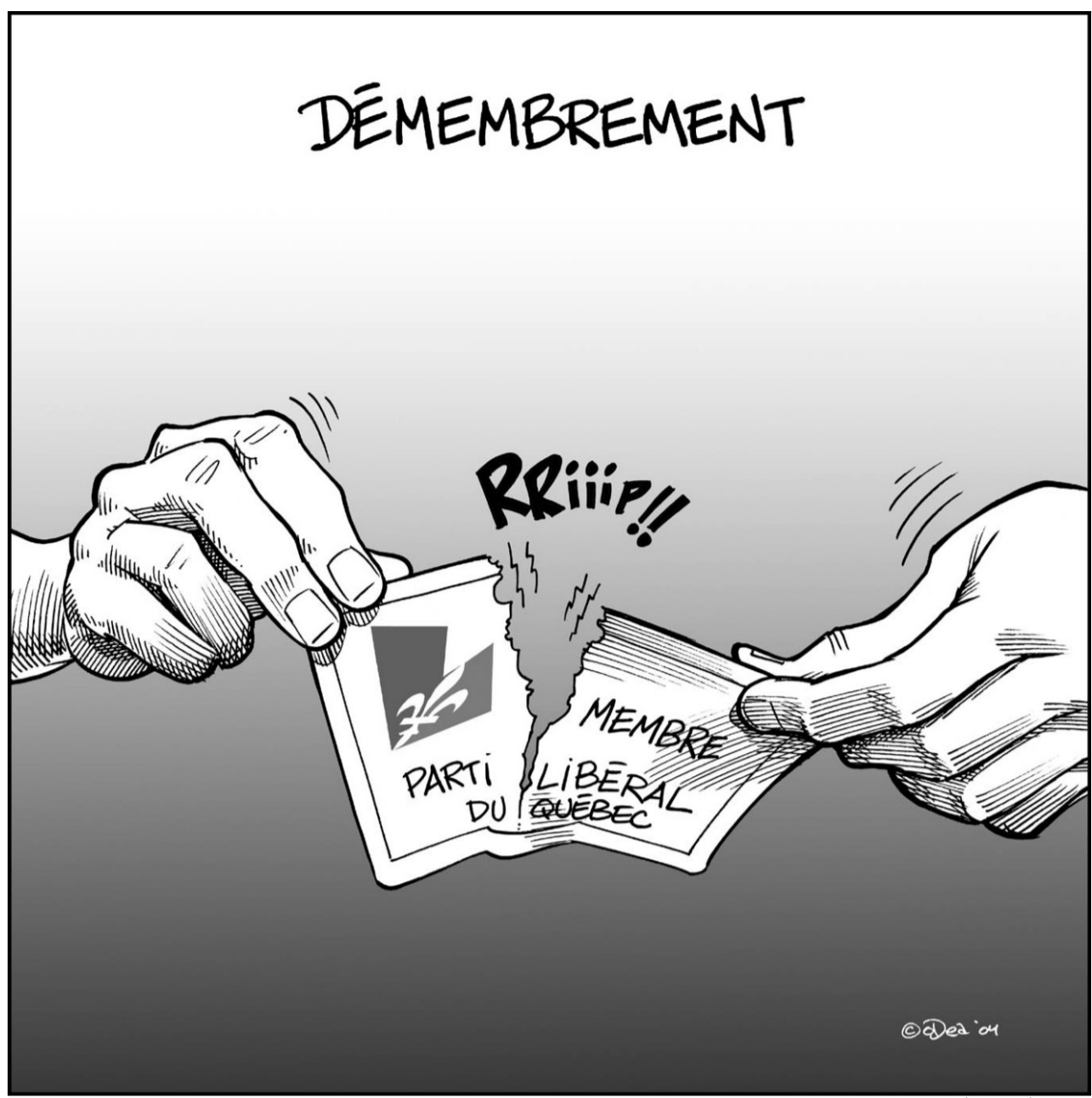
Ses propos ont choqué. Plusieurs ont pensé qu'elle crachait dans la soupe. Après avoir vécu pendant des années en Afghanistan, elle revient au Canada pour que son fils puisse être soigné gratuitement. Elle profite du généreux filet de sécurité sociale et elle a le front de faire l'apologie d'Al-Qaeda !

Et alors ? Il n'y a pas de délit d'opinion au Canada. Si quelqu'un crie sur tous les toits qu'il vénère Hilter, il ne commet pas un crime et il n'a pas à être expulsé. La mère de Karim a le droit d'admirer les terroristes du réseau Al-Qaeda. Cela ne fait pas d'elle une criminelle.

Cette histoire soulève une question troublante : existe-t-il deux catégories de citoyens, d'un côté ceux qui sont nés ici et de l'autre, les naturalisés ? Y a-t-il deux justices, une pour les Smith et une autre pour les Khadr de ce monde ? La réponse est non, évidemment.

Si la mère de Karim a aidé à financer ou à organiser un acte terroriste, elle sera jugée en vertu de la nouvelle loi antiterroriste, et non expulsée. Mais il y aura d'abord une enquête de la GRC, des accusations portées par le procureur général du Canada suivies d'un procès impartial. Bref, la panoplie habituelle en vigueur dans une démocratie.

Il y a eu très peu de cas d'expulsion au Canada, 34 depuis 1995 pour être précis. Si une personne a obtenu sa citoyenneté en fraudant ou en dissimulant son passé, elle peut être expulsée. Ce sont les tribunaux qui prennent ce genre de décision, pas les Stockwell Day qui se font du capital politique en excitant le vieux fond raciste de la population.



patrick dea pdea@lapresse.ca, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

## VU DE DALLAS

&gt; Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

## Des réfugiés chrétiens du Canada aux États-Unis?

ROD DREHER



L'auteur est éditorialiste au Dallas Morning News (rdreher@dallasnews.com)

Un ami canadien catholique m'a téléphoné l'autre jour pour me dire que les États-Unis devraient se préparer à une vague de demandes d'asile de la part de Canadiens chrétiens fuyant leur pays. Et ce n'était pas une blague.

« Le projet de loi sur les droits des gais que notre Sénat s'apprête à adopter transformera la Bible et le catéchisme en discours de haine », dit-il avant de m'exposer les détails du projet de loi C-250.

« Mais qu'en est-il de l'exemption pour motifs religieux ? » lui ai-je demandé. Il n'a pu retenir un rire sarcastique. « Tu ne comprends rien au système judiciaire canadien, dit-

sant les mots écrits ou parlés susceptibles d'offenser les femmes de même que les minorités raciales et sexuelles. On tente toujours de justifier ces initiatives en évoquant la sensibilité et le progrès tandis que les opposants à la censure inspirée par l'orthodoxie idéologique sont traités de sectaires, de troglodytes ou pire encore, de républicains.

Les codes d'expression connaissent rarement du succès ici, du moins sur les campus des universités publiques, en raison du plus grand cadeau que les pères fondateurs des États-Unis ont donné à leur pays : le Premier amendement à la Constitution. Le Premier amendement est la garantie fondamentale de la liberté d'expression et de religion dans ce pays et le grand bouclier des dissidents de toutes sortes qui refusent les orthodoxies du jour\*.

On ne saurait trop mettre l'accent sur l'importance des principes de liberté de religion et de liberté d'expression aux États-Unis. Nous débattons continuellement de leur signification et nous sommes parfois dans l'erreur, mais il existe un large con-

Montréal refusa de porter des accusations, arguant que la profanation de la cathédrale ne répondait pas aux conditions requises. Un cas flagrant de deux poids, deux mesures, un vrai scandale.

Au cours de la dernière semaine, un renversant fichier vidéo canadien a commencé à faire le tour d'Internet. Il montre des militants gais masqués faisant irruption au beau milieu d'une réunion chrétienne à Calgary et la perturbant avec des chants et des cris tandis que les chrétiens poursuivent leurs prières calmement. Ces tactiques dignes des Chemises brunes sont des tentatives fascistes classiques pour réduire au silence et intimider. Pas besoin d'approuver les enseignements chrétiens sur l'homosexualité pour reconnaître ce qui s'est passé à Calgary ce soir-là est une violation scandaleuse des normes fondamentales d'une société civile.

Ce n'est pas là l'image d'un Canada modéré, tolérant qu'en ont les Américains ni l'image qu'en donnent nos médias (quand ils dépeignent le Canada). C'est cependant l'image que les cyberchroniqueurs hors des grands médias véhiculent. Kathy Shaidle, une cyberchroniqueuse catholique de Toronto qui a un vaste auditoire aux États-Unis, a décrit le clip vidéo de Calgary comme étant « un avant-goût du projet de loi C-250 ». Le message passe : le Canada est un pays dans lequel la lumière des libertés individuelles est mise en veilleuse par les nazis de la Diversité. (Puis-je les qualifier ainsi sans être jeté en prison si je traverse la frontière ? Serait-ce une bonne idée de laisser mon chapelet à la maison ?)

Alors, envoyez-nous tous ceux dont les opinions religieuses vous semblent si intolérables que l'État doive les supprimer. Ces dissidents ne doivent pas s'attendre à ce que leurs croyances ne leur attirent pas des critiques, mais ils peuvent prévoir que l'expression de ces croyances sera protégée par la loi. La liberté religieuse est inséparable de la liberté politique. Si vous perdez l'une, vous finirez par perdre l'autre.

Et une chose encore : les derniers chrétiens canadiens qui prendront la direction du Sud avant la Police montée de la Sensibilité auraient-ils l'amabilité d'apporter la croix ?

\* Les mots en italique suivis d'un astérisque sont en français dans le texte.

**De ce côté-ci de la frontière, il semble que le Canada soit disposé à s'attaquer à la liberté d'expression et aux croyances religieuses traditionnelles, et tout ça au nom de la protection à accorder aux homosexuels pour épargner leurs sentiments.**

il. L'exemption pour motif religieux, c'est du vent. » Alors, j'ai commencé à lire moi-même sur cette question. Et je ne crois plus que mon ami soit alarmiste.

De ce côté-ci de la frontière, il semble que le Canada soit disposé à s'attaquer à la liberté d'expression et aux croyances religieuses traditionnelles, et tout ça au nom de la protection à accorder aux homosexuels pour épargner leurs sentiments. J'hésite encore à savoir s'il est plus effrayant que cela se produise véritablement ou que cela se produise sans qu'apparemment il y ait beaucoup de protestations de la part des défenseurs canadiens des libertés fondamentales.

Bien entendu, nous, Américains, avons eu au cours des dernières années nos propres batailles concernant les codes d'expression. Les campus universitaires en particulier ont tenté d'adopter des règles interdis-

sensus en faveur des principes du Premier amendement. La plupart d'entre nous comprennent qu'une tentative pour dépouiller quelqu'un de sa liberté constitue une attaque contre la liberté de tous. Il est ironique de constater que cet assaut sur la liberté, que ce soit sur les campus américains ou au Parlement canadien, est mené par la gauche politique et culturelle, qui aime bien se percevoir comme progressiste.

Je me souviens d'avoir lu il y a plusieurs années le compte rendu d'un incident, une violation méprisante de la cathédrale catholique de Montréal, au cours duquel des fanatiques féministes avaient envahi la cathédrale en hurlant des slogans anti-catholiques et en vandalisant l'intérieur de l'église.

Je crois que les lois sur les crimes haineux sont illégitimes en principe, mais s'il y a jamais eu une affaire appelant des accusations pour motif de haine, c'était bien celle-là. Mais la police de

# À VOTRE TOUR

# Moi, auteure!

## LETTRE DE LA SEMAINE

**ROLLANDE MATTE**  
L'auteure est étudiante à l'Accueil Chez Frédéric, à Montréal-Nord.

Lorsque je me suis inscrite au cours d'alphabétisation, c'était un moment propice pour moi. Je ne travaillais plus. Je recevais une allocation mensuelle du bien-être social. Il fallait faire quelque chose de ma vie. Surtout ne pas rester toujours à la maison, à ne rien foutre. Alors, j'ai eu l'idée de regarder dans le *Guide de Montréal-Nord*.

Pour les prochains mois, je cherchais à m'inscrire à un cours « pas cher » et qui m'intéresserait. À un certain moment, je vois : « Cours de français écrit gratuit à l'Accueil Chez Frédéric ». Cela m'a enthousiasmée. Ainsi, je pourrais améliorer ma con-

jugaison des verbes même si cela faisait plusieurs années que, pour moi, l'école était terminée. J'avais alors 56 ans et nous étions en 1996. Ainsi, pour une femme dans la cinquantaine avancée, écolière deux jours par semaine, étudier deux ou trois heures, cela me suffisait.

Vingt ans auparavant, pendant les années de mes 30 ans, j'avais recommencé à écrire. Je griffonnais des feuilles et des feuilles d'écriture. La passion d'écrire venait d'entrer en moi. Et, à la suite de ces années, un rêve bourgeonnait dans mon esprit.

Mon rêve, c'était qu'un jour j'écrive un livre pour ensuite le faire publier. C'est avec cette idée en tête que j'entre dans le bureau de mon futur professeur, Nicole Grodines-Ducharme. Je dépose une pile de feuilles sur le bureau. Je lui ai soumis mon intention d'écrire un livre en faisant mon inscription au cours de français écrit.

J'ai commencé le cours. Quelques temps après, je me suis aperçue que des notions de grammaire me faisaient défaut, ainsi que la conjuga-



Rollande Matte exprime sa joie en compagnie de son professeur Nicole Grondine et de ses collègues de classe.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

son de verbes. Autrefois, je n'aimais pas l'école. Maintenant, j'aime l'ambiance chaleureuse et décontractée.

En 1999, Nicole me dit : « Rollande, on le fait, ce livre, tu es prête. » Ma réponse est spontanée : « C'est oui ! » avec une joie incommensurable.

Aussitôt, j'aiguise mon crayon et je m'active. J'efface un mot et je réactive mon crayon. C'est parti : le livre est en route pour sa réalisation. Le soleil luit dans ma vie. Mon cœur vibre à profusion, à chaque coup de crayon sur le papier blanc. J'écris dans la confiance à présent. Avant, j'écrivais, mais je n'étais pas consciente du talent endormi. Après avoir acquis cet-

te confiance, j'ai empoigné mes dictionnaires et j'ai travaillé sérieusement plus fort. J'ai su faire valoir mon talent. Et un livre a été publié. J'ai publié MON livre. Le titre est : *La mémoire dénouée : réflexions*. C'est un livre autobiographique. C'était la consécration de mon rêve. L'incroyable s'est produit à force d'y penser intensément. J'ai déplacé la montagne de mots de ma tête à mon bras, de mon bras à ma main, cette main qui a tenu mon crayon.

Sitôt au faite de la montagne, le rêve est tombé sur le sol, étourdi par sa chute. Je l'ai ramassé et transporté de joie jusqu'à l'Accueil Chez Frédéric à

la date du 23 avril 2003 à 19 h. C'était mon lancement de livre. C'est le mien ! Je ne l'imagine plus, c'est bien vrai ce qui m'arrive.

Une fête m'attendait. Des parents et des amis m'ont félicitée. J'étais grisée par les bravos ! Les journalistes par-ci, les photographes par-là. Si vous aviez vu les yeux brillants de mon professeur, mon mentor. Elle était contente pour deux. Je la remercie mille fois. Et merci à ce cours d'alphabétisation d'exister.

À titre d'auteure de la lettre primée de la semaine, M<sup>me</sup> Matte recevra une copie laminée de cette page.

# Assez de déresponsabilisation!



C'est le gouvernement, petit Olivier, qui ne veut plus que tu te promènes en marchette. Comprends-tu cela ?

**MARIE-ÈVE TELMOSSE**  
L'auteure est une mère montréalaise âgée de 28 ans.

Je viens d'apprendre aux nouvelles que le Canada deviendra le premier pays au monde à interdire la vente, l'importation et la revente (usagées/ventes de débarras) de marchettes pour bébés. Je suis consternée par cette nouvelle à mon avis tout à fait injustifiée. Je résumerai mon expérience qui me permet de porter un tel jugement.

Je suis une nouvelle maman d'un garçon de 8 mois. Quand est venu le temps d'acheter un centre d'activités, on m'a recommandé de me procurer une marchette. Moi aussi, ma première réaction fut de répondre qu'il était interdit d'en avoir une, que c'était dangereux, etc. Toutefois, ma mère et la conseillère de ce magasin spécialisé où les parents ont encore la chance d'être réellement conseillés dans leurs achats m'ont persuadé du contraire. C'est ainsi que j'y ai mis mon fils et c'est son émerveillement immédiat qui m'a fait acheter cette marchette, nécessitant néanmoins une surveillance adéquate.

Les parents reconnaissent l'importance de stimuler leur enfant par divers moyens. Les centres d'activités modernes sont remplis de jouets ultra sophistiqués, mais combien ennuyeux pour un enfant qui les a tous découverts. Par contre, avec la tablette de la marchette, le parent peut offrir à son enfant n'importe quel jouet et le changer au fil de son développement. En plus, cela lui permet de faire de l'exercice, de développer sa motricité et sa coordination et de découvrir son environnement à sa guise. Enfin, admettons qu'elle procure un grand plaisir autant aux enfants si fiers de leurs exploits, qu'aux parents si souvent interpellés. Je peux, par exemple, prendre le temps de lire mon journal.

Bien évidemment, cela nécessite une surveillance accrue. Mais est-ce différent lorsque notre enfant se promène à quatre pattes ou lorsqu'il marche ? Oui, je dois m'assurer que l'environnement de bébé est sûr et qu'il ne peut rien atteindre de dangereux. Cette démarche me permet toutefois d'étaler sur son parcours ses jouets qu'il s'amuse à découvrir et à jeter par terre un à un.

On doit laisser les individus libres de prendre leurs décisions. J'en ai assez de cette déresponsabilisation de masse qui envahit toutes les sphères de notre société. J'en ai assez de payer pour les autres trop occupés pour bien encadrer et surveiller leurs enfants. Pourquoi des parents comme nous devraient-ils être pénalisés ? Oui à des mises en garde et à des avertissements permettant aux parents de faire des choix éclairés, mais non aux interdictions. Pensons à la campagne de sensibilisation « dodo sur le dos » pour prévenir la mort subite du nourrisson. Serait-il convenable d'interdire aux parents de faire dormir leur enfant autrement, de leur donner des amendes ? Tant qu'à y être, pourquoi ne pas interdire aux enfants l'usage de bicyclettes ?

Il faut faire plus d'enfants, mais qu'on laisse aux parents le soin de décider de ce qui leur convient ou non, de les élever selon leurs propres valeurs. Qu'on nous donne les outils nécessaires, mais que l'intervention de l'État s'arrête là. Après tout, combien d'enfants de ma génération ont-ils eu de telles marchettes ?

## Un travail non valorisé

**MICHÈLE LAPIERRE**  
L'auteure habite à Mirabel.

Ça y est. Après avoir révisé, calculé, coupé, coupé et coupé dans le budget familial, nous devons nous rendre à l'évidence : nous ne pouvons plus maintenir notre choix de famille. En choisissant d'avoir des enfants, nous voulions organiser notre vie pour qu'il y ait un parent présent auprès des enfants. Sur une période de six ans, nous avons réalisé ce choix pendant cinq ans. Financièrement, il faudra que d'ici six semaines nous travaillions les deux à l'extérieur du domicile.

Pourquoi dans notre société le travail des parents auprès de leurs enfants n'est-il pas reconnu et valorisé ? Pourquoi travailler à l'extérieur du domicile et faire garder nos enfants est-il devenu la norme acceptée et encouragée ? Pourquoi le choix de prendre un temps dans notre vie pour accompagner nos enfants dans leur développement n'est-il pas donné à ceux qui le veulent ? Pourquoi ce choix devient-il un privilège, accessible à ceux qui peuvent financièrement faire ce choix ? Pourquoi quand je dis que je suis triste de laisser mes enfants à d'autres me répond-on que c'est ça la vie, qu'il faut tous que nous y fassions notre contribution ?

Pourquoi notre société fait-elle le choix de calculer le bien-être de son pays par l'indicateur du PIB ? Pourquoi la « valeur » que nous accordons à notre bien-être doit-elle mesurer seulement les actions qui s'accompagnent d'un \$ ? Pourquoi prendre soin d'un parent, faire du bénévolat dans notre communauté, faire des gestes pour sauvegarder notre environnement, prendre soin de nos enfants, pourquoi tout ce travail peine-t-il à se faire valoir aux yeux de notre société ?

Alors, d'ici six semaines, je travaillerai à l'extérieur du domicile, je ferai garder mes enfants et je ferai ma contribution à notre société : j'irai augmenter son bien-être.

## Profession: chercheur d'emploi

**BERNARD VIAU**  
L'auteur demeure à Saint-Jérôme.

Vendredi matin. Le facteur vient tout juste de passer ; une lettre. Je m'en doutais depuis quelques jours, mais c'est maintenant officiel, et avant même d'ouvrir, je sais. Nous avons le regret de vous annoncer ; bla, bla ; nous vous souhaitons bonne chance dans votre recherche d'emploi. Après avoir passé une entrevue, si l'employeur ne vous appelle pas dans un délai de 48 heures, faites votre deuil de l'emploi convoité.

Je ne sais plus combien d'entrevues j'ai passées depuis mes 16 ans et je peux dire que je connais maintenant par cœur la procédure, les techniques, les questions, les pièges, les interdits et le code non verbal. J'ai aussi eu l'occasion d'en faire passer à d'autres et je dois avouer que je me rappelle très bien avoir alors savouré ce pouvoir de décider de la vie des autres.

Pourquoi pas moi ? J'avais pourtant toutes les compétences pour l'emploi ! Je ne compte plus les fois où je me suis fait cette remarque avec raison. On n'obtient pas un emploi parce qu'on a les bonnes qualifications, c'est la première vérité à connaître quand on cherche un emploi. Je suis un chercheur d'emploi d'expérience et je connais bien les joies et découragements qui accompagnent ce métier. Permettez-moi de partager mon expérience.

Tout d'abord, à ces experts en ressources humaines, j'aimerais conseiller de faire envoyer des accusés de réception aux candidats lors des concours. Par courriel, la chose ne prend que quelques secondes et cette « opération complexe et coûteuse » témoigne d'une simple politesse. J'ose espérer

que mon conseil sera, un jour, inclus dans les cours d'administration dispensés dans les grandes universités où ces experts en psychologie du travail doivent étudier.

Pour ceux qui cherchent un emploi, voici quelques conseils. Si la description du poste dans les journaux est très détaillée, du genre « deux ans d'expérience pertinente dans un poste similaire », ne perdez pas votre temps, c'est un concours bidon. Ils ont quelqu'un à l'interne pour ce poste mais doivent l'afficher ; le candidat est déjà choisi.

Ne cherchez pas un emploi à la mesure de vos qualifications. Les livreurs de pizza et poseurs de contreplaqué diplômés universitaires sont beaucoup plus nombreux que vous pensez. Saviez-vous qu'un livreur de broue est payé 67 000 \$ par année à la brasserie Labarate ? Les propriétaires de la brasserie Labarate devraient distiller au Mexique. Prenez aussi l'habitude de postuler au gouvernement, le gros comme le petit ; vous pourriez gagner la sécurité financière pour le reste de votre vie ; c'est comme à la loterie, il faut tenter sa chance.

Composez un curriculum vitae différent pour chaque employeur, mais en choisissant chaque mot soigneusement en fonction de l'entreprise ; votre but n'est pas de faire le beau curriculum vitae « professionnel » mais seulement d'intéresser « l'expert » en ressources humaines qui décide de ses entrevues. Allez le porter si possible, ça attire l'attention. N'attendez pas d'accusé de réception, rappelez le lendemain ou le surlendemain en prenant le nom du responsable des ressources humaines. Si vous décrochez une entrevue, le premier pas est franchi. L'habillement ? Une question de bon sens. On engage rarement des cheveux verts, des

nombrils au soleil et des anneaux dans le nez. Lors de l'entrevue, les questions sont toujours les mêmes : qualités, défauts, travail en équipe, pourquoi chez nous, expérience pertinente. Cela donne parfois des questions cocasses. Pourquoi aimeriez-vous travailler chez Zéleurs ? Avez-vous de l'expérience pour laver de la salade chez Mickey ? En entrevue, on ne veut pas savoir la vérité, mais voir vos réactions. Vos qualités ? Bonne réponse : responsable, ponctuel et consciencieux. Personne n'engage un candidat débrouillard ou créatif. Vos défauts ? C'est un piège ! Personne ne veut les connaître. Répondez que vous manquez parfois d'ambition et que vous avez parfois de la difficulté à apprendre ; c'est la bonne réponse et ils n'auront pas peur de perdre leur place. L'important n'est pas le salaire au départ, mais la possibilité d'avancement. Chez Marque Donald, peu d'avancement possible tandis qu'à la brasserie Labarate, vous pourriez faire « carrière » et terminer avec 67 000 \$ par année même avec un secondaire faible.

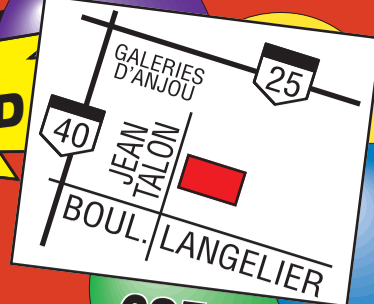
J'ai enfin trouvé un emploi stable où je suis apprécié et payé suffisamment pour ne pas déprimer. En quelques jours seulement, j'ai trouvé la bonne cadence. Le poids sur la jambe droite ; changement de main, la gauche sur le tiers supérieur de l'autre planche ; elle perce ; coller les planches l'une contre l'autre ; elle insère le goujon ; tirer, pousser, coller ; empiler la planche, changement de main, plier le genou gauche, prendre l'autre planche et le cycle recommence. Je sais que l'entreprise est en pleine croissance et que je pourrai y travailler de nombreuses années ; fini de chercher, j'ai enfin appris mon métier de chercheur d'emploi.

**DIRECTEMENT  
DES FABRICANTS !**

# BENIX & CO.

Importateurs d'articles ménagers de qualité

**Maintenant à  
SAINT-LÉONARD**



**6856 Rue  
Jean Talon E.**

# GRAND SOLDE D'OUVERTURE !

Juste à temps pour la fête des Mères ! Économisez jusqu'à 70 %.

**PHILIPPE RICHARD PROFESSIONAL**

**Batterie de cuisine  
inoxydable antiadhésive  
16 morceaux avec poignées en acier  
inoxydable et couvercles en verre trempé**

**PRIX BENIX 89<sup>99</sup>\$**  
Prix comparable 299,99 \$

**GRATUIT !** MARMITE 16 QUARTS !

Recevez cette magnifique  
casserole 16 quarts Carrera  
en acier inoxydable à l'achat  
d'un ensemble de  
10 pièces Carrera

Avec coupon  
seulement ne peut être jumelé  
avec une autre offre

**Valeur de 100 \$**

**+ NOUS PAYONS LES TAXES !**

**Carrera**  
LE SUMMUM EN  
PERFORMANCE CULINAIRE

Ensemble de cuisine  
avec fond triple couche  
Acier inoxydable 18/10

Offre valide  
du 8 au 15 avril  
2004 seulement

**PRIX BENIX 249<sup>99</sup>\$**  
Prix comparable 599,99 \$

CUISINE INTERNATIONALE  
Designed in Italy

**LES PLUS BAS  
GARANTIS !  
PRIX EN VILLE**

Ensemble  
de 7 couteaux  
avec bloc

**PRIX BENIX 10<sup>00</sup>\$**  
Prix comparable 39,99 \$

Ensemble à cuisson  
antiadhésif 5 pièces  
2 moules à gâteau, moule à muffins,  
rôtissoire et tôle à biscuits

**PRIX BENIX 15<sup>00</sup>\$**  
Prix comparable 49,99 \$

Ensemble de 3 poêles  
antiadhésives  
en "teflon"  
8 po, 10 po, 12 po

**PRIX BENIX 19<sup>99</sup>\$**  
Prix comparable 49,99 \$

Porte-assiettes 2 niveaux  
en fer forgé

Assiettes  
en porcelaine  
incluses

**PRIX BENIX 24<sup>99</sup>\$**  
Prix comparable 89,99 \$

Montez votre  
propre service

**Joshua Maxwell  
studio™**

Fine  
porcelaine blanche  
Sélection comprenant :

- Tasse 14 oz
- Grande assiette
- Assiette à salade
- Bol à céréale
- Bol à soupe
- Bol à riz

Plusieurs  
autres plats  
et pièces de  
service

**2<sup>99</sup>\$ à 14<sup>99</sup>\$**  
Prix comparable jusqu'à 34,99 \$

Service  
de vaisselle  
pour 4

**Au choix  
PRIX BENIX 19<sup>99</sup>\$**  
Prix comparable 69,99 \$

Ensemble de  
4 verres  
en cristal  
d'Italie

**PRIX BENIX 12<sup>99</sup>\$**  
Prix comparable 39,99 \$

Service de fine  
porcelaine  
45 pièces pour 8

**PRIX BENIX 39<sup>99</sup>\$**  
Prix comparable 70,99 \$

**LES PLUS BAS  
GARANTIS !  
PRIX EN VILLE**

Mélangeur  
à cocktail  
avec tamis  
Acier inoxydable 18/10

**PRIX BENIX 10<sup>00</sup>\$**  
Prix comparable 39,99 \$

Coutellerie 72 pièces en  
acier inox 18/10  
Type Solingen  
Service pour 12

**PRIX BENIX 89<sup>99</sup>\$**  
Prix comparable 459,99 \$

Ensemble à fromage 4 morceaux  
incluant planche en bois et 3 couteaux

**PRIX BENIX 10<sup>00</sup>\$**  
Prix comparable 39,99 \$

Décapsuleur de bouteilles  
de vin "L'original"  
Avec support et  
coupe-capuchon

**WEXFORD FORGE PRIX BENIX 19<sup>97</sup>\$**  
Prix comparable 99,99 \$

Ensemble à trempette Tuscany  
2 pièces

**Joshua Maxwell  
studio™**

**LES PLUS BAS  
GARANTIS !  
PRIX EN VILLE PRIX BENIX 19<sup>99</sup>\$**  
Prix comparable 49,99 \$

**MEILLEURS PRIX !**  
Benix & Co. importe directement des manu-  
facturiers outre-mer, sans intermédiaire, et  
vous fait profiter des économies !

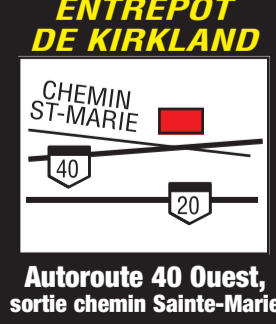
**QUALITÉ SUPÉRIEURE !**  
Nous sommes fiers de vous offrir la meilleure  
qualité au bas prix ! Personne ne peut offrir  
une telle qualité à un tel prix !

**PLUS DE CHOIX !**  
Avec une sélection de milliers d'articles, Benix  
est le plus important fournisseur d'articles de  
marque pour la cuisine, la table et les cadeaux.

**PRIX GARANTIS !**  
Montrez-nous un article identique à un prix plus bas  
et non seulement nous égalons le prix, mais nous  
vous donnerons un rabais additionnel de 10 % !

# BENIX & CO.

Importateurs d'articles ménagers de qualité



**Avec ses 75 magasins partout au Canada, Benix est le leader des marques de qualité pour la maison, à des PRIX IMBATTABLES !**  
Montréal Centre commercial Boulevard, Le Faubourg Sainte-Catherine, Les Halles de la Gare • Saint-Laurent La place Vertu  
Longueuil Place Longueuil • Dollard-des-Ormeaux Galerie des Sources • St-Hyacinthe Galeries St-Hyacinthe  
Drummondville Les Promenades Drummondville • Trois-Rivières Centre Les Rivières  
**Judi et vendredi de 10 h à 21 h samedi de 9 h à 17 h Lundi au mercredi 10 h à 18 h**

Limite d'un super spécial par famille, jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Super spéciaux disponibles tant qu'il y en aura. Certains articles peuvent ne pas être disponibles dans tous les magasins. Venez tôt pour un plus grand choix. En cas d'erreur d'impression, les articles seront vendus au prix en vigueur.